SciencesPo
LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Aides publiques, accès à l'autonomie et rapport au politique des étudiants en France et en Suède

Rapport du Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques (LIEPP)* de Sciences Po réalisé dans le cadre d'un partenariat avec l'INJEP**

Novembre 2026

Auteur :

Tom Chevalier, CNRS/CEE, LIEPP

Avec l'assistance de :
Alix Barbier (pour les terrains français et suédois ainsi que l'écriture)
Vera Niemandius (pour le terrain suédois)
Magda Le Therisien (pour l'écriture)

* Laboratoire Interdisciplinaire d'Evaluation des Politiques Publiques (LIEPP), plateforme de recherche de Sciences Po, soutenue par le plan d'investissement France 2030 à travers l'IdEx Université Paris Cité (ANR-18-IDEX-0001).

** Cette recherche a bénéficié du soutien financier apporté par l'INJEP.

SciencesPo
LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

injep
INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE
ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Aides publiques, accès à l'autonomie et rapport au politique des étudiants en France et en Suède

Rapport de recherche réalisé dans le cadre d'une convention
de partenariat avec l'INJEP

2026

Auteur :

Tom Chevalier, CNRS/CEE, LIEPP

Avec l'assistance de :

Alix Barbier (pour les terrains français et suédois ainsi que l'écriture)

Vera Niemandius (pour le terrain suédois)

Magda Le Therisien (pour l'écriture).

Table des matières

Synthèse du rapport 3

Introduction 6

Méthode 11

Présentation des aides aux étudiants en France et en Suède 11

France : un système largement familialisé 12

Suède : des aides individualisées au service de l'autonomie des étudiants 14

Aides publiques et conditions de vie des étudiants en France et en Suède 18

Famille vs Etat 18

Le jugement des étudiants à l'égard des aides publiques 21

Critiques françaises vs satisfaction suédoise 22
Aux origines de l'insatisfaction française : montants des bourses ou critères d'accès ? 25
Des critiques typiques concernant le ciblage des aides : effets de seuil et complexité administrative 28
Une faible saillance de l'enjeu des conditions de vie en Suède… 32
…malgré des problèmes de logement et d'inflation en essor 34

Travailler pour une vie étudiante acceptable 37

En Suède, travailler pour vivre 37
En France, travailler pour survivre 40
L'apprentissage : devenir suédois en France 42

Aides aux étudiants et policy feedback 43

Le mécanisme : un feedback normatif 43

Le sens du feedback : positif ou négatif 48

Des volontés de réformes paramétriques ou systémiques ? 49
La pierre de touche du repas à 1 EUR : ciblage vs universalisation 52

La portée du feedback : la construction du rapport à l'Etat social 54

Conceptions de la justice sociale et formation des préférences sociales 55
Rapport à l'Etat social et confiance 59
Les prêts étudiants : symbole de la confiance dans l'Etat suédois 64

Conclusion 66

Références 68

Synthèse du rapport

Ce rapport de l'INJEP analyse les effets des politiques publiques de soutien aux étudiants sur leur accès à l'autonomie et sur leur rapport à l'État et au politique. L'étude repose sur une comparaison entre la France et la Suède, deux pays qui incarnent deux modèles très différents de protection sociale des jeunes. Alors que le système français repose principalement sur une logique de familialisation, où la famille est considérée comme le principal soutien financier des étudiants, le système suédois privilégie une logique d'individualisation, qui reconnaît les étudiants comme des adultes autonomes bénéficiant directement des aides publiques.

L'objectif du rapport est de comprendre comment ces différences institutionnelles influencent non seulement les conditions de vie des étudiants, mais aussi leurs représentations de l'État, de la justice sociale et de la citoyenneté. Il mobilise le concept de *policy feedback*, selon lequel les politiques publiques influencent durablement les attitudes, les comportements et les préférences politiques des citoyens.

L'étude repose sur 49 entretiens réalisés entre 2025 et 2026 auprès d'étudiants de l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et de l'Université de Lund en Suède.

Deux modèles d'aides aux étudiants profondément différents

Le rapport montre que la France et la Suède représentent deux conceptions opposées de la place des jeunes dans la société.

En France, les étudiants demeurent largement considérés comme dépendants de leurs parents. Les bourses sont attribuées sous conditions de ressources des familles, les avantages fiscaux bénéficient aux parents et de nombreuses aides prennent la forme de prestations ciblées (restaurants universitaires, logements CROUS, aides sociales spécifiques). Les aides publiques complètent donc le soutien familial sans s'y substituer.

En Suède, au contraire, les étudiants sont considérés comme des adultes autonomes. Les aides financières sont versées directement aux étudiants indépendamment des revenus parentaux. Elles comprennent une bourse universelle et un prêt public à faible taux d'intérêt, largement utilisé. Les parents n'ont pas d'avantages fiscaux liés aux études de leurs enfants et les étudiants gèrent librement leur budget.

Cette différence se traduit par un niveau de soutien public beaucoup plus élevé en Suède, où les aides permettent généralement de financer les dépenses courantes sans dépendre financièrement de la famille.

Des conditions de vie très contrastées

Les entretiens révèlent des écarts importants entre les deux pays. En France, l'aide des parents apparaît comme indispensable pour une majorité d'étudiants. Même les étudiants boursiers expliquent que les aides publiques ne suffisent généralement pas à couvrir leurs dépenses. Beaucoup évoquent les sacrifices consentis par leur famille afin de financer leurs études. Cette dépendance familiale accentue les inégalités entre étudiants. Ceux dont les parents ne peuvent

ou ne souhaitent pas les aider rencontrent des difficultés importantes. Plusieurs témoignages décrivent des situations de précarité conduisant à renoncer à certains soins médicaux, à réduire les dépenses alimentaires ou à limiter fortement la participation à la vie sociale.

À l'inverse, les étudiants suédois décrivent une autonomie financière beaucoup plus importante. Les aides publiques leur permettent généralement de payer leur logement, leur alimentation et leurs dépenses courantes sans recourir à leurs parents. L'aide familiale existe toujours, mais elle est perçue comme exceptionnelle et réservée aux situations de difficulté. Le rapport montre également que cette autonomie financière est valorisée culturellement. Les étudiants suédois considèrent qu'être capable de gérer seul son budget constitue une étape normale de l'entrée dans l'âge adulte.

Une perception très différente des aides publiques

L'un des principaux résultats du rapport concerne les jugements portés sur les systèmes d'aides.

Les étudiants français expriment une forte insatisfaction. Les critiques portent d'abord sur le niveau jugé insuffisant des bourses, qui ne permet pas d'assurer des conditions de vie satisfaisantes. Elles concernent également les critères d'attribution, fondés sur les revenus parentaux, qui ne reflètent pas toujours la réalité des situations individuelles. Plusieurs étudiants expliquent que leurs parents disposent de revenus élevés sans pour autant les soutenir financièrement.

Les effets de seuil constituent une autre source importante de mécontentement. De faibles écarts de revenus peuvent entraîner la perte de plusieurs centaines d'euros d'aides, créant un sentiment d'injustice. Les étudiants dénoncent également la complexité administrative du système français, caractérisé par une multiplicité de dispositifs difficiles à identifier. Cette complexité favorise le non-recours aux droits, notamment parmi les étudiants les moins informés.

À l'inverse, les étudiants suédois expriment une satisfaction largement partagée. Ils considèrent que le système permet à chacun d'accéder à l'enseignement supérieur indépendamment de son origine sociale. Même si certains soulignent les effets de l'inflation récente et de la hausse du coût du logement, la majorité estime que les aides restent suffisantes pour vivre correctement.

Cette satisfaction conduit à une faible visibilité politique de la question des aides étudiantes en Suède : celles-ci sont considérées comme un acquis normal plutôt que comme un problème nécessitant une réforme profonde.

Le travail étudiant : vivre ou survivre

Le rapport montre également que le travail étudiant n'a pas la même signification dans les deux pays. En Suède, les étudiants travaillent principalement pour améliorer leur niveau de vie ou acquérir une expérience professionnelle. Le travail constitue un complément volontaire aux aides publiques. En France, le travail apparaît beaucoup plus souvent comme une nécessité économique. Il permet de compenser l'insuffisance des aides publiques et de financer les dépenses essentielles. Cette situation peut avoir des conséquences négatives sur la réussite

universitaire et accentuer les inégalités entre étudiants. Néanmoins, le développement de l'apprentissage en France offre à certains étudiants une autonomie financière comparable à celle observée en Suède, en leur permettant de disposer d'un revenu régulier indépendant de leur famille.

Les effets des politiques publiques sur le rapport à l'État

L'apport principal du rapport réside dans l'analyse des effets politiques des systèmes d'aides.

Il montre que les politiques publiques produisent des effets qui dépassent largement leurs objectifs financiers. Elles influencent la manière dont les jeunes perçoivent l'État, la solidarité et la justice sociale.

En France, les difficultés rencontrées alimentent un feedback négatif. Les étudiants développent une vision critique des politiques publiques, réclament davantage de redistribution et expriment une confiance plus limitée envers l'État. Ils souhaitent des réformes importantes des dispositifs existants, notamment une individualisation plus forte des aides.

En Suède, le système produit au contraire un feedback positif. Les étudiants développent une forte confiance envers les institutions publiques. Les prêts étudiants, pourtant très largement utilisés, ne sont pas perçus comme un risque mais comme un investissement soutenu par un État jugé fiable. La flexibilité des modalités de remboursement renforce cette confiance.

Le rapport montre également que ces effets concernent non seulement les bénéficiaires directs des aides mais l'ensemble des étudiants, car ils découlent de l'expérience globale du système de protection sociale. Les politiques publiques contribuent ainsi à façonner durablement les représentations du rôle de l'État.

Conclusion

Le rapport montre que les systèmes d'aides aux étudiants influencent profondément les parcours d'autonomie des jeunes ainsi que leur rapport au politique. La comparaison entre la France et la Suède met en évidence deux modèles de citoyenneté sociale. Le modèle français, fondé sur la solidarité familiale, maintient une forte dépendance des étudiants envers leurs parents et génère un important sentiment d'insatisfaction. Le modèle suédois, fondé sur l'autonomie individuelle, favorise l'indépendance financière, renforce la confiance envers les institutions publiques et contribue à une perception plus positive de l'État-providence.

Au-delà de la question des aides étudiantes, cette recherche montre que les politiques publiques participent activement à la construction des attitudes politiques des jeunes adultes. Les premières expériences avec l'État social façonnent durablement leur conception de la solidarité, de la justice sociale et du rôle des pouvoirs publics, faisant des politiques étudiantes un enjeu majeur de socialisation politique. Autrement, la citoyenneté sociale des étudiants (leur accès à des aides publiques) a un effet fort sur leur citoyenneté politique, conçue ici comme la construction de leur rapport à l’Etat social.

Introduction

Les travaux de Muxel (1991, 2001, 2010, 2018) ont montré que la jeunesse constitue une période de « moratoire politique ». Durant ce « nouvel âge de la vie » (Galland, 1990), où les individus entrent progressivement dans l'âge adulte, les individus expérimentent progressivement leur rapport au politique, avant que celui-ci ne se cristallise au fur et à mesure du franchissement des différents seuils d'entrée dans l'âge adulte. Muxel considère la jeunesse comme cette phase d'expérimentation progressive du rôle de citoyen politique.

Or si le contexte institutionnel a des effets structurants forts sur les modalités d'entrée dans l'âge adulte (Van de Velde 2018), il est également possible de faire l'hypothèse que cela se traduit également à propos de l'entrée dans l'âge adulte « politique », c'est-à-dire concernant la façon dont se construit le rapport à l'Etat et à la politique lors de ce « moratoire politique ». Comment les politiques publiques participent-elles donc de cette construction du rapport au politique des jeunes lors de leur entrée dans l'âge adulte ?

Nous avons ici décidé de nous concentrer sur les étudiants. En effet, le public étudiant représente la partie de la population qui est la plus encline à se politiser : le niveau d'éducation est une variable lourde de la politisation. Cela peut être dû à deux effets : le premier est l'effet de l'origine sociale, puisque les étudiants proviennent en moyenne de milieux plus aisés et plus politisés, tandis que le second renvoie à l'effet propre de la politique d'éducation dispensée dans le supérieur. Dans le cadre de ce second effet, c'est la politique d'éducation proprement dite, en tant que service de transmission du savoir et production des compétences, qui est analysée. Or les politiques d'éducation tertiaire ne se limite pas à ce type d'instrument d'action publique. Elles comportent également des instruments de transferts financiers via les aides aux étudiants, c'est-à-dire les bourses et les prêts étudiants. Et ce type d'instrument d'action publique s'apparente davantage au champ des politiques sociales de l'Etat-providence, lié à la citoyenneté sociale des jeunes (Chevalier 2018).

L'hypothèse générale de ce travail est que le type d'aides aux étudiants participe de cette entrée dans l'âge adulte politique via la construction du rapport à l'Etat dans la mesure où il s'agit une

des premières rencontres des jeunes avec l'Etat social. Autrement dit, ces aides produisent des effets *policy feedback*. L'approche dite des « *policy feedback* » provient de travaux nord-américains publiés dans les années 1990 et analysant les effets politiques de la protection sociale (Hall et Taylor, 1997). Les travaux fondateurs de Theda Skocpol et Paul Pierson sur la protection sociale américaine (Pierson, 1994 ; Skocpol, 1995) ont lancé cet agenda de recherche prenant au sérieux à la fois les politiques publiques et leurs caractéristiques institutionnelles d'un côté (dans le sillon ouvert par Evans, Rueschemeyer et Skocpol, 1985), et le temps (ou plutôt la temporalité) de l'action publique de l'autre (Pierson, 2004). Il s'agissait d'affirmer que les caractéristiques d'une politique publique mise en place à un moment donné pouvaient avoir des effets sur les acteurs politiques et les attitudes et comportements des citoyens, modifiant ainsi le champ politique et structurant par là même le devenir de cette politique. C'est dans cette perspective que Pierson a ainsi développé le concept de « *path dependence* » (Pierson, 2000), décrivant cette situation où les effets de *policy feedback* sont positifs, c'est-à-dire lorsque la politique publique vient créer et/ou renforcer le soutien de ses bénéficiaires à son égard, produisant du statut quo en renforçant sa durabilité et limitant le champ des réformes potentielles. La littérature s'est également penchée par la suite sur des situations où les effets sont au contraire négatifs, proposant le terme de « *negative feedback* » pour désigner des situations où les politiques publiques sapent les fondements de leur soutenabilité provoquant leur réduction, voire leur disparition progressive (Jacobs et Weaver, 2015).

L'hypothèse que nous chercherons à investiguer ici s'inscrit dans la lignée des travaux existants sur les étudiants ayant déjà identifié de tels effets-retours à la fois sur le soutien aux aides aux étudiants et sur la confiance institutionnelle (Chevalier, 2019 ; Garritzmann, 2015), en mobilisant en l'occurrence des analyses statistiques comparées multiniveaux. Toutefois, ces feedback sont multidimensionnels et c'est pourquoi nous distinguons trois enjeux distincts : le sens du feedback, son mécanisme, et sa portée.

Le premier enjeu porte sur le sens du policy feedback. Garritzmann (2015) a défendu l'idée d'un feedback positif dans la mesure où la générosité des aides produisait une hausse du soutien de la population en faveur des aides aux étudiants. Toutefois, il est aussi possible d'imaginer

l'inverse. D'après la théorie du "thermostat" (Wlezien 1995), les attitudes de la population s'ajustent en négatif à la présence d'une politique publique: quand cette politique n'est pas en place, les attentes à son égard sont fortes dans la population, tandis que quand elle est adoptée, celles-ci s'effondrent.

De plus, Garritzmann ne distinguait pas les attitudes en fonction des types d'aide. Et il existe des types d'aides aux étudiants très différents d'un pays à l'autre. J'ai notamment montré (Chevalier 2018) que les aides diffèrent grandement en fonction de la façon dont on considère les jeunes dans les politiques publiques. Lorsque les jeunes sont vus comme des enfants, les bourses pour les étudiants sont familialisés dans le sens où elles dépendent du revenu des parents : elles sont ainsi ciblées sur les étudiants provenant de milieux modestes, et visent à compléter le soutien parental. Lorsque les jeunes sont au contraire vus comme des adultes, les aides (bourses et/ou prêts) sont individualisées et ne dépendent plus des revenus parentaux : la majorité, voire la quasi-totalité des étudiants peuvent ainsi recevoir une aide financière. Or la littérature sur les policy feedback insiste sur l'importance de ces différences institutionnelles : les effets feedback ne sont pas les mêmes lorsqu'une aide sociale est ciblée ou au contraire universelle. *Les aides universelles des systèmes individualisés pourraient produire des effets positifs renforçant le soutien à leur encontre, alors que les aides familialisées entraînent au contraire de l'insatisfaction et minent leur propre soutien, tout en augmentant par conséquent la demande d'une hausse des aides aux étudiants en général.*

Au-delà de la question du sens du feedback (positif ou négatif), la deuxième grande question qui se pose concerne les mécanismes précis à l'oeuvre, quel que soit le sens du feedback. Initialement, Pierson (1993) a distingué deux types de mécanismes : les mécanismes « incitatifs » liés aux ressources délivrées par les politiques publiques, et les mécanismes « interprétatifs », liés aux effets cognitifs ou symboliques qu'elles peuvent aussi charrier. La littérature s'est ensuite enrichie pour conceptualiser un certain nombre de mécanismes empiriques précis à l'œuvre, tout en les distinguant des dimensions proprement analytiques à prendre en compte (Béland, Campbell et Weaver 2022).

Il est d'abord possible de distinguer un effet « macro » et un effet « micro » des politiques publiques. En effet, le type d'aides aux étudiants peut avoir un effet micro dans la mesure où il permet à des étudiants de percevoir ou non une bourse par exemple : c'est ainsi le fait de percevoir la bourse ou non qui peut ensuite avoir un effet. Dans cette perspective, c'est bien le fait de recevoir l'aide qui compte ici. C'est l'effet d'un seul instrument d'action publique, en l'occurrence les bourses étudiantes.

Mais il peut aussi y avoir un effet plus « macro », c'est-à-dire concernant un ensemble de politiques publiques plutôt qu'un seul instrument d'action publique. Par exemple, dans un système où les bourses sont généralisées, ce n'est peut-être pas le fait de percevoir la bourse à un moment donné qui peut produire l'effet sur le rapport au politique, mais le fait de savoir que le système global permettra éventuellement d'en bénéficier à un moment donné si besoin. Au contraire de l'effet micro, c'est donc bien la différence du système d'aide (familialisé vs individualisé) qui compte alors, plutôt que de bénéficier concrètement d'une politique publique. D'un côté c'est bien le fait de percevoir la prestation à un moment donné qui joue (effet micro du système d'aides), alors que de l'autre c'est le contexte général qui produit l'effet, indépendamment du fait de percevoir l'aide à l'instant précis (effet macro).

C'est cette expérience quotidienne d'une multiplicité de politiques publiques que Dupuy et al ont dénommé feedback "normatif" (2023). En s'inspirant du travail de Svallfors (2010) et de son concept d' "institutional feedback", elles affirment ainsi que "les expériences et représentations des multiples politiques sociales qu'ont les individus co-construisent une idée de l'état souhaitable des choses et de ce à quoi l'action des gouvernements devraient ressembler". Ils distinguent ce feedback de l'effet interprétatif sur trois aspects. Premièrement, ce mécanisme porte bien sur les normes co-construites dans les interactions avec les politiques publiques, et non sur les informations et messages délivrées par celles-ci, comme dans le mécanisme interprétatif. Deuxièmement, l'effet normatif porte sur les expériences multiples des citoyens pris dans un ensemble touffu de politiques publiques, alors que l'effet interprétatif ne porte que sur l'expérience unique d'une seule politique publique. Troisièmement, les normes

construites ici sont par définition collectives, au contraire des représentations qui émergent dans le mécanisme interprétatif.

Ainsi, si le mécanisme à l'œuvre est « incitatif » car lié aux ressources (c'est-à-dire au fait de recevoir une prestation monétaire précisément), alors les étudiants expriment des considérations et des attentes ayant trait à leurs conditions de vie et leur autonomie, débouchant en fin de compte sur un certain type d'attitudes à l'égard du système d'aides. On trouvera aussi des différences entre les bénéficiaires des aides (les boursiers) et les autres. Si le mécanisme à l'œuvre est plutôt « interprétatif », alors les boursiers émettront des avis plus généraux, symboliques, ne concernant pas leurs conditions de vie, et différents des discours des non-boursiers. Enfin, si le mécanisme est plutôt "normatif", alors il n'y aura pas de différences significatives entre les boursiers et les autres étudiants.

Enfin, le troisième enjeu porte sur la portée ou l'ampleur du feedback. Les premiers travaux sur le sujet insistaient sur l'effet d'une politique sur son propre soutien afin d'identifier les possibles implications en termes de *path dependency* de cette politique publique. Il s'agit de ce qui a pu être dénommé les effets "internes", ou "spécifiques" (Grossman 2022). Par la suite, d'autres travaux ont pu élargir la portée de ces effets au-delà du soutien à la politique considérée, notamment en termes de rapport à l'Etat en général ou en termes de participation politique. Il s'agit ainsi plutôt d'effets "externes", ou "généraux".

Nous faisons ici l'hypothèse que le feedback qui se met en place concernant les aides aux étudiants débouchent bien sur un effet interne, c'est-à-dire sur les attitudes à l'égard des aides aux étudiants elles-mêmes, tout comme l'identifiait déjà Garritzmann (2015). Toutefois, dans la mesure où les étudiants sont des jeunes au début de leur cycle de vie, et ainsi encore dans leurs années "d'impression" pendant lesquelles se construit leur socialisation politique primaire, nous faisons également l'hypothèse de la présence d'effets externes sur leur rapport plus général à l'Etat.

Dans les pays aux aides familialisées, l'insatisfaction serait plus grande chez les étudiants, et par conséquent la demande d'aides aux étudiants plus généreuses débouche sur une demande

plus forte de redistribution en général et une plus grande défiance à l'égard de l'Etat. A l'inverse, dans les pays aux individualisés, cette demande serait moins forte dans la mesure où les étudiants sont davantage satisfaits des aides en présence, renforçant leur confiance politique.

Méthode

Pour tester nos hypothèses, nous choisissons d'étudier les cas français (avec un système d'aides familialisés) et suédois (avec un système d'aides individualisé) (Charles, 2015 ; Chevalier, 2018), dans le cadre d'une sélection « idéale-typique » (Chevalier, 2023c ; Seawright et Gerring, 2008). Ce "*most-different-system-design*" nous permet de comparer deux systèmes d'aides aux étudiants opposés afin de tester nos hypothèses.

Au sein de ces pays, nous avons choisi de nous focaliser sur deux universités hors capitale, à savoir l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) en région parisienne et l'Université de Lund, non loin de Malmö, la troisième ville du pays. Nous avons ainsi mené une série de 49 entretiens avec des étudiants de ces universités du printemps 2025 à l'hiver 2026 dans le cadre d'un projet financé par l'INJEP. En France, nous nous sommes entretenus avec 22 étudiants de l'UVSQ, à la fois dans des cursus fortement politisés (sociologie) et moins politisés (mathématiques et physique). En Suède, les entretiens ont été faits à l'université de Lund avec 27 étudiants également en sciences sociales (*social work, sociology, european affairs*) et en sciences dures (*physics, mathematics*), dont 10 étudiants internationaux. Nous avons dans notre échantillon à la fois des boursiers et des non boursiers pour la France. En Suède, la quasi-totalité des Suédois demandent le CSN et nous n'avons donc aucun étudiant dans notre échantillon qui ne le reçoit pas.

Présentation des aides aux étudiants en France et en Suède

La France et la Suède renvoient à des systèmes opposés en termes de citoyenneté sociale des jeunes (Chevalier 2018) : dans le premier cas, les jeunes, et a fortiori les étudiants, sont vus comme des enfants et les aides sont familialisées, tandis que dans le second cas, ils sont vus

comme des adultes, débouchant sur une individualisation des aides. Nous détaillons ici le fonctionnement des aides aux étudiants dans les deux pays en couvrant les frais de scolarité, les bourses et prêts aux étudiants, les allocations logement éventuelles, les aides en nature (logement universitaire et restauration collective) et les aides (indirectes) fiscales aux familles.

France : un système largement familialisé

Le système d'aides aux étudiant·es en France est conçu selon une approche familialisée, dans laquelle les étudiant·es sont considérés comme des enfants à charge, et il revient donc à leurs parents de subvenir à leurs besoins. Des aides publiques, financières et en nature, sont mises à disposition des étudiant·es pour compléter le soutien familial.

Tout d'abord, les frais d'inscription au sein des établissements d'enseignement supérieur français peu élevés : 175€ pour les diplômes nationaux relevant du cycle de licence et 250€ pour les diplômes nationaux relevant du cycle de master. Les étudiant·es doivent également payer la Contribution de Vie Étudiante et de Campus, à savoir 103€. En perspective comparée, le système français s'apparente ainsi au régime des frais de scolarité peu élevés (Garritzmann 2015).

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux (BCS) est une aide financière apportée aux étudiant·es issu·es de familles à faible revenu. Elle a donc pour logique d'accompagner et compléter l'aide familiale. Pour en bénéficier, il faut être agé·e de moins de 28 ans, suivre des études à temps plein et les revenus du foyer fiscal, généralement celui des parents, ne doivent pas dépasser un certain plafond. Les étudiant·es éligibles se voient attribuer un des huit échelons déterminant le montant annuel de leur bourse et susceptible d'évoluer en cas de baisse ou d'augmentation des revenus du foyer. En 2025-2026, le montant annuel des bourses versées en dix mensualités est compris entre 1 454€ et 6 335€. Elles sont versées mensuellement sur une période de 10 mois et il est possible d'en bénéficier pendant huit ans sous réserve d'assiduité aux cours et de présence aux examens. Ces différentes aides gérées par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) permettent à leurs bénéficiaires d'être exonéré·es des frais de scolarité et de la Contribution de Vie Étudiante et de Campus.

Au cours de l'année académique 2022/2023, 33% des étudiant·es ont bénéficié d'aide financière publique.

Les étudiant·es de moins de 28 ans peuvent également souscrire à un prêt étudiant délivré par une banque mais garanti par l'État pour financer leurs études. La durée du prêt est comprise entre 2 et 10 ans et le montant maximum s'élève à 20 000€. Le taux d'intérêt est fixé par la banque et le remboursement débute généralement à l'issue des études, bien qu'il soit possible d'obtenir une période de différé. Les mensualités sont établies lors de la souscription du prêt, les banques autorisant généralement un remboursement sur 10 ou 15 ans maximum. Au cours de l'année académique 2022/2023, seul 1% des étudiant·es ont contracté un tel prêt étudiant garanti par l'État, ce qui en fait un dispositif marginal dans l'ensemble des aides aux étudiants en France.

Les Aides Personnelles au Logement (APL) sont un autre type d'allocations dont peuvent bénéficier les étudiant·es en France, bien qu'elles ne leur soient pas exclusivement réservées. Il s'agit d'une aide financière versée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) afin de réduire le montant du loyer des logements éligibles pour les personnes à faible revenu. Le montant alloué est calculé en fonction du loyer, du revenu, de la situation familiale et de la zone géographique dans laquelle se trouve le logement. Dans la mesure où cette aide dépend des revenus des étudiants eux-mêmes et non de ceux de leurs parents, il s'agit d'une aide non familialisée. En 2022, 13,5% des ménages allocataires des APL avaient un responsable de dossier étudiant, 3,2% de ces ménages étant des étudiant·es boursier·ères. Selon un rapport du Sénat, au 31 décembre 2019, environ 28% des étudiant·es recevaient une aide au logement. La présence de cette aide hybride l'économie générale des aides aux étudiants puisqu'elle constitue la seule aide "individualisée".

Les étudiant·es en difficulté financière peuvent également percevoir des aides publiques en nature. Le CROUS propose des repas à tarif réduit dans les restaurants universitaires (1€ pour les étudiant·es boursier·ères et 3,30€ pour les autres étudiant·es) ainsi que des logements à loyer modéré au sein de résidences sur lesquels les étudiant·es boursier·ères ont priorité. En 2023, 7% des étudiant·es vivaient dans ces logements gérés par le CROUS. Ces aides en nature

reflètent la logique familialiste de deux façons. D'une part, la familialisation est solidaire d'une certaine conception de la redistribution (donner plus à ceux qui ont moins) et c'est pourquoi ces aides sont délivrées principalement aux étudiants boursiers. D'autre part, elles illustrent toujours cette logique familialiste dans la mesure où le paternalisme qui s'ensuit privilégie le fléchage de la dépense publique (une aide nécessairement utilisée à bon escient, ici pour le logement et la nourriture), plutôt que de laisser le soin de l'autonomie des étudiants dans la gestion de leur argent (s'ils recevaient au contraire une aide en espèces).

Le système d'aides en France étant fondé sur cette logique familialiste, les parents bénéficient par ailleurs d'avantages fiscaux lorsque leurs enfants étudiant·es de moins de 25 ans demeurent à leur charge. Être rattaché au foyer fiscal de ses parents prémunit cependant l' étudiant·e de toucher les APL.

Suède : des aides individualisées au service de l'autonomie des étudiants

En Suède, le système d'aides aux étudiants repose sur une autre logique puisqu'il est individualisé, les étudiant·es n'étant plus considéré·es comme des enfants à la charge de leurs parents mais comme des adultes indépendants financièrement et pouvant accéder aux différentes prestations sociales en leur nom propre. La gestion de leur budget est donc largement laissée entre leurs mains.

D'abord, les établissements d'enseignement supérieur suédois sont complètement gratuits pour les étudiant·es suédois·es qui ne payent donc aucun frais d'inscription. En perspective comparée, la France et la Suède sont donc plutôt similaires.

Les différences se font jour sur les aides aux étudiants proprement dites. Les étudiant·es suédois·es peuvent bénéficier du *studiemedel*, une aide financière versée par l'organisme public CSN (*Centrala Studiestödsnämnden*). Cette aide est tout d'abord composée d'une bourse (*bidrag*) attribuée sans conditions de ressources pour tout.es les étudiant·es à temps plein âgé·es de moins de 60 ans. Le montant est fixe et indexé sur le temps d'études, 4 092 SEK soit 375€ par mois (hors périodes de vacances), mais peut être revu à la baisse pour les

personnes étudiant à temps partiel. Les étudiant·es peuvent choisir de compléter cette bourse avec un prêt public garanti par l'État (*lån*). Le taux d'intérêt est renouvelé et fixé par l'État tous les ans, il est généralement très faible (1,23% en 2024). Les étudiant·es suédois·es commencent à rembourser leur prêt six mois après la fin de leurs études selon un plan de remboursement personnalisé sur 25 ans établi par le CSN. Ce plan est extrêmement flexible, les jeunes diplômé·es en difficulté financière pouvant demander un report ou une réduction temporaire de leurs mensualités. À l'inverse, les jeunes suédois·es souhaitant augmenter le montant des paiements afin d'accélérer le remboursement sont également en capacité de le faire. Si le prêt n'est pas remboursé lorsque l'empunteur·euse atteint ses 60 ans, la dette est annulée. Le montant du prêt peut atteindre 9 408 SEK soit 862€ par mois, le cumul maximum de ces deux aides s'élevant par conséquent à 13 500 SEK soit 1 236€ par mois au total. Les étudiant·es peuvent bénéficier de ces aides 40 semaines par an pendant 6 ans. Le versement de ces aides accordées par le CSN est soumis à un plafond de revenu de l'étudiant calculé en fonction du rythme d'études ainsi qu'à la validation d'un certain nombre de crédits par l'étudiant·e bénéficiaire. Pour l'année académique 2022/2023, 13% des étudiant·es suédois·es ont bénéficié de la bourse uniquement et 78% ont cumulé la bourse et le prêt.

Le *bostadsbidrag* est une aide au logement versée par l'organisme de sécurité sociale suédois à destination des jeunes, des familles à faible revenu ainsi qu'aux étudiant·es. Contrairement au système d'APL en France, les étudiant·es (et particulièrement celles et ceux sans enfant) sont rarement éligibles en raison des nombreuses conditions d'accès. De plus, en raison du plafond de revenu auquel est soumis le versement de leur *studiemedel,* peu d'étudiant·es s en font la demande pour ne pas risquer une suspension de leurs droits.

Les étudiant·es suédois·es bénéficient également d'aides en nature, à commencer par la mise à disposition de logements à loyer modéré au sein de résidences étudiantes, la priorité étant donnée aux nouvelles·aux étudiant·es, et non aux étudiants les plus modestes, sur la base d'un tirage au sort. Ce dispositif crée une incitation au départ du domicile parental dès l'entrée dans l'enseignement supérieur, contribuant ainsi à un processus de défamilialisation. Toutefois, ces règles varient selon les contextes locaux : dans les villes étudiantes de plus petite taille, comme

Lund, ce principe de priorité est davantage appliqué, tandis qu'il est absent dans les grandes villes telles que Stockholm. En revanche, contrairement à la France, il n'y a guère de politique de restauration collective à destination des étudiants. Les aides en nature sont ainsi non seulement moins importantes en Suède qu'en France, dans la mesure où les étudiants sont tenus comme responsables de la gestion de leur budget et donc de l'utilisation de l'aide publique, mais n'ont pas non plus pour objectif la redistribution en les ciblant sur les étudiants précaires.

Enfin, conformément à la logique défamilialisée suédoise, les parents ne bénéficient pas d'avantages fiscaux puisque leurs enfants étudiant·es ne sont plus considéré·es comme étant à leur charge, y compris s'ils subviennent toujours à leurs besoins. Le Tableau 1 résume ces différentes aides dans les deux pays.

Tableau 1 : Les aides aux étudiants en France et en Suède

	France	Suède
Logique du système	Familialisation	Individualisation
Frais de scolarité	Peu élevés	Inexistants
Bourse	- Bourse sur critères sociaux (ressources parentales) 33% des étudiants	- Bourse sans conditions de ressources parentales 78% des étudiants
Prêt	Prêt privé garanti par l'État: • Taux d'intérêt fixé par les banques • Plan de remboursement strict • Transfert de la dette	Prêt public: • Taux d'intérêt fixé par l'État (très bas) • Plan de remboursement flexible • Annulation de la dette passé 60 ans
Montant moyen de l'aide publique par étudiant	237 PPP	703 PPP
Allocation logement	APL	*Bostadsbidrag*
Aides en nature publiques	• Repas CROUS à tarif réduit (notamment pour les boursiers) • Logements CROUS à loyer modéré (priorité aux boursier·ères)	• Pas de politique de restauration universitaire • Logements à loyer modéré (priorité aux nouvelles·aux arrivant·es)
Aides fiscales aux familles	Oui	Non

Aides publiques et conditions de vie des étudiants en France et en Suède

Ces différents types d'aides aux étudiants ont des effets très forts sur les conditions de vie. En France, la familialisation donne une place centrale à la famille en raison d'aides plus limitées, alors qu'en Suède, l'individualisation débouche sur des aides généreuses qui permettent l'autonomie des jeunes.

Famille vs Etat

Tout d'abord, les étudiants confirment largement la littérature à propos de la place de la famille et de l'Etat dans les deux pays. En France, c'est bien la famille qui détient une place centrale, à la fois par l'importance de l'aide familiale dans les ressources des étudiants et la familialisation des aides. FR15 par exemple, elle-même dans une situation privilégiée où ses parents l'aident régulièrement, affirme : « *Et bah alors, a priori, pour moi, c'est suffisant pour vivre parce qu'il y a mes parents qui me donnent de l'argent aussi chaque mois*. » (FR 15)

Et de fait, les étudiants provenant de milieux modestes soulignent cet aspect crucial des aides parentales, puisque sans elles, impossible de poursuivre leurs études :

« *C'est vrai que si... quelqu'un qui a un profil un peu similaire au mien, s'il ne se fait pas aider par ses parents, c'est compliqué. Mais s'il se fait aider par ses parents, ça va.* Par exemple, les copines dont vous parliez en psycho, elles avaient une bourse ? *Oui, mais c'était des gens qui ne se faisaient pas du tout aider par leurs parents, parce qu'il y avait surtout des conflits familiaux. Donc, même avec la bourse, ça ne suffirait pas.* S'il n'y a pas les parents ? *Oui*. » (FR 2)

Ce qui n'est pas sans conséquences sur le budget des familles, car aider leurs enfants à décohabiter et poursuivre leurs études implique des dépenses significatives :

« *J'ai toujours été boursier. Mais échelon 1, ça représente... parce que maintenant, ça a changé. Ça représentait à l'époque 166 euros par mois. Et à côté de ça, du coup, j'avais les*

parents qui... parce que mes parents, du coup, habitent en Martinique. Et qui, de ce que j'ai compris, faisaient des sacrifices sur leur propre vie à eux. Pour me permettre, du coup, de faire mes études. Parce qu'en fait, il faut savoir que dans ma famille, personne n'a aucun diplôme qui va au-delà du bac. Et du coup, quand ils ont vu que j'étais le premier, on va dire, qui avait vraiment cette appétence pour les études, ils ont décidé... ils ont décidé de... on va dire, de faire cet effort pour que j'aille au bout. Et du coup, j'avais le loyer. Ma première année d'études, mes parents payaient mon loyer. J'avais l'argent de la bourse pour pouvoir vivre. » (FR 3)

A l'opposé, tous les étudiants peuvent recevoir une aide de l'Etat en Suède, et de fait, tous les étudiants suédois interrogés ont demandé l'aide CSN, avec à la fois et la bourse et le prêt. Et comme les montants s'avèrent généreux, l'aide familiale n'est pas nécessaire, ce qui est souligné par la plupart de nos entretiens, notamment :

« *En tout cas, pour moi et mes amis, on a tout ce qu'il nous faut pour vivre au quotidien : payer notre loyer, nous nourrir et participer à des activités sociales. Aucun de mes amis n'a besoin d'argent de ses parents et très peu d'entre eux ont un boulot, du moins pas pendant ces trois premières années*. » (SE 4)

« *L'aide financière que l'État accorde aux étudiants est très généreuse. Je peux donc subvenir à mes besoins grâce à cela.* » (SE 5)

Tout comme l'aide publique en France, qui n'est là que pour compléter l'aide parentale, l'aide familiale est considérée comme subsidiaire en Suède : elle ne doit intervenir qu'en dernier ressort. Cependant, alors qu'en France l'aide subsidiaire (publique) est recherchée et demandée par les étudiants, ce n'est pas le cas pour l'aide subsidiaire familiale en Suède. Celle-ci est au contraire stigmatisée puisqu'elle est le signe d'une mauvaise gestion budgétaire. Or pouvoir tenir un budget est une preuve d'autonomie, et donc du fait d'être un adulte responsable : « *Aucune des personnes que je connais n'accepterait d'argent de ses parents, par exemple. Personne dans mon entourage n'a besoin de plus d'argent que [le CSN] d'un jour à l'autre*. » (SE 4)

Parmi les étudiants suédois, l'autonomie financière est ainsi largement associée à l'idée d'entrée dans l'âge adulte et à la capacité de gérer son budget de manière indépendante. Pour plusieurs, le fait de disposer de revenus issus des aides publiques plutôt que de l'argent parental est perçu comme un marqueur d'indépendance, permettant une plus grande liberté dans les choix de consommation et une responsabilisation dans la gestion quotidienne des dépenses. Dans cette perspective, ne pas dépendre de ses parents pour financer ses études est souvent décrit comme une question de principe, traduisant l'idée que devenir adulte implique de « se débrouiller seul ». L'aide parentale reste toujours possible, mais en dernier ressort, et liée à une mauvaise gestion budgétaire.

« *C'est aussi une question de fierté. J'ai l'impression d'être adulte maintenant et je ne veux pas demander d'argent [à mes parents]. Mais je sais que si j'en avais besoin, je pourrais leur en demander et ils me le donneraient*. » (SE 13)

« Et pour toi, par exemple, ça n'a jamais été une option de demander de l'argent à tes parents pour tes études ? *Non. Je veux dire… bien sûr, si je me trouvais dans une situation désespérée, alors je pense que oui. Mais pour moi, ça a toujours été une question de principe. Ce n'est pas quelque chose que je demanderais à mes parents. Et je pense que pour moi, c'était une question d'indépendance. Je me disais : 'bon, je déménage dans une nouvelle ville, je dois me débrouiller toute seule'.* » (SE 15)

La logique plus individualisée en Suède contribue ainsi à renforcer le sentiment d'autonomie financière et la capacité de décision individuelle des étudiants. Cette individualisation est également associée à une moindre ingérence parentale dans l'usage des ressources. Comme l'exprime SE10, le CSN constitue un levier d'autonomie en permettant aux étudiants de disposer librement de leurs ressources, sans les formes de contrôle ou de conditionnalité qui peuvent parfois accompagner le soutien financier parental, notamment en matière de dépenses ou de réussite académique :

« *J'ai l'impression que, pour moi, c'est aussi comme si… ça devenait mon argent et non plus celui de mes parents, ce qui me semble assez important, personnellement. Ça me permet aussi*

de faire ce que je veux avec cet argent. Est-ce que j'ai envie de le dépenser pour des bêtises ? D'accord, ça me va. Je sais que certaines personnes qui reçoivent de l'argent de leurs parents, leurs parents sont assez… ils veulent savoir ce qu'ils font de cet argent. Il y a en quelque sorte une relation de contrôle, parce que ce sont les parents qui donnent l'argent aux enfants. Parce qu'il est aussi assez facile d'utiliser l'argent comme un moyen de, disons, menacer les enfants s'ils ne font pas ce qu'ils doivent faire… ou s'ils n'obtiennent pas les notes qu'ils sont censés avoir, ou quelque chose comme ça. Donc, dans ce cas, le CSN est très, très bien parce que, disons, si vous avez peut-être une mauvaise relation avec vos parents, ou si vos parents utilisent l'argent pour vous menacer ou s'attendent à ce que vous ayez certaines notes, vous pouvez facilement opter pour le CSN. » (SE 10)

Cette importance de l'autonomisation budgétaire est quelque chose qui se retrouve souvent en Suède, au contraire d'une forme de paternalisme budgétaire en France. En effet, non seulement les aides sont familialisées en France (ce qui signifie une forme de paternalisme : les jeunes ne sont pas vus comme des adultes), mais elles peuvent aussi souvent prendre la forme d'aides en nature. Une aide particulièrement importante pour les budgets étudiants en France, mais aussi par la place occupée dans le débat public depuis la crise du Covid, est le repas CROUS à 1 EUR. La dépense de l'Etat y est fléchée : ce n'est pas aux étudiants de décider de son utilisation. Au contraire, en Suède, non seulement les aides sont individualisées, mais on trouve également moins d'aides en nature : concernant l'enjeu de la nourriture, il n'y a pas de restauration universitaire et les étudiants doivent se débrouiller avec l'argent reçu via le CSN. Savoir gérer leur budget, faire les courses, prévoir, font partie intégrante de l'expérience d'autonomisation promue pendant les études. Cette logique contribue également à renforcer l'idée selon laquelle les étudiants suédois sont pleinement considérés comme des adultes, auxquels on fait confiance pour disposer librement des aides financières qui leur sont versées.

Le jugement des étudiants à l'égard des aides publiques

Ce qui frappe lors de la comparaison des entretiens français et suédois est la différence flagrante en termes de jugement à l'égard du système d'aide : alors que les étudiants suédois expriment un niveau de satisfaction particulièrement élevé, les Français sont au contraire particulièrement

critiques. Toutefois, cela reflète deux façons différentes de ce que peut représenter une « vie étudiante acceptable ».

Critiques françaises vs satisfaction suédoise

En France, les bourses sur critères sociaux viennent supposément compléter l'aide familiale réduite que reçoivent les étudiants provenant de familles modestes. Or ces étudiants, loin d'exprimer un avis positif sur ces aides, soulignent au contraire un fort mécontentement lié à des conditions de vie dégradées, que ne viennent corriger ces aides qu'à la marge. Et contrairement aux étudiants suédois, les arbitrages se font au détriment de besoins essentiels du fait de la faiblesse de leur budget.

Il peut d'abord s'agir d'enjeux de santé que la bourse ne permet pas de régler :

« *Mais c'est sûr qu'à côté, je peux pas trop mettre de côté en cas d'urgence ou en cas de... c'est un peu compliqué, quoi. Je sais qu'il y a... normalement, tous les ans, j'allais voir un gynéco et tout. Là, cette année, je suis juste allée voir mon médecin traitant pour qu'elle me renouvelle la pilule. Il y a des fois où il faudrait que j'aille voir le dentiste. Et en fait, j'ai tellement peur parce que j'ai déjà eu des problématiques avec mes dents et tout. J'ai tellement peur, en fait, d'avoir une énorme somme à donner que je repousse, je repousse, je repousse. Au niveau du soin et de la santé, c'est vrai que c'est un peu... un peu mis de côté, un peu négligé*. » (FR 16)

« Et par rapport à la santé, ça vous est déjà arrivé de repousser ou de renoncer à certains soins justement parce que vous étiez un peu ric-rac? *Hum hum, oui. J'ai déjà... je me suis déjà dit bon, je vais attendre une semaine pour voir si mon état s'améliore ou autre, pour essayer de... de... que ça... voilà, que ça passe. Et après, bon, si ça passe pas, bon bah j'y vais*. » (FR 19)

En plus des enjeux de santé, la nourriture fait également partie des dépenses sur lesquelles certains étudiants doivent rogner :

« *Par exemple, je sautais le repas du matin ou bien celui du midi. Pour manger qu'une seule fois par jour. Je me dis, si j'arrive à économiser 2-3 euros par ci, par là. (…) Parce qu'en fait quand on va se coucher la nuit avec le ventre vide, c'est compliqué, on va dire*. » (FR 3)

« *Par exemple, je mangeais mes pâtes avec du ketchup 5-6 fois par semaine, je devenais fou. J'entendais tel ou tel camarade à la fac, parce qu'en droit c'était plutôt des gens... les gens que je connaissais étaient des gens qui avaient largement les moyens, donc j'entendais dire 'ben moi je suis sorti me manger par ci, par là'. Sur Snapchat ou quoi je voyais ce qu'ils faisaient de leur vie. Oh non, j'étais devenu fou moi je pense, à cette époque là*. » (FR 3)

Les conditions de vie sont donc au centre de l'insatisfaction des étudiants à l'égard des bourses puisqu'elles ne permettent pas de vivre, et tout le monde ne les reçoit pas. Par conséquent, il ne peut s'agit d'un feedback interprétatif : les attitudes à l'égard du système d'aides aux étudiants ne sont pas produites par les informations transmises et représentations transmises par l'action publique mais via leurs effets sur les conditions de vie.

Même si certains reconnaissent que les montants pourraient être plus élevés, le système suédois est au contraire généralement perçu comme généreux et suffisant pour permettre aux étudiants de couvrir leurs besoins essentiels sans dépendre systématiquement de leurs parents. Le niveau de satisfaction est donc globalement élevé et transparaît dans la totalité des entretiens suédois, par exemple :

« *Je ne pense pas que je pourrais étudier sans [le CSN]. Parce qu'on a accès à l'école gratuitement et on reçoit de l'argent pour étudier… c'est aussi un immense privilège. Bien sûr, on pourrait en avoir davantage, mais je me sens un peu avide de dire ça, car c'est tout à fait suffisant*. » (SE 13)

Pour certains, le CSN ne permet pas seulement de couvrir les dépenses courantes, mais aussi de constituer une épargne, les montants perçus étant parfois supérieurs à leurs besoins :

« *Je touche l'intégralité de l'aide CSN, ce qui me suffit. Je n'ai jamais… je pense que je reçois un peu plus que ce dont j'ai besoin. J'ai gagné de l'argent depuis que j'ai commencé à toucher le CSN*. » (SE 4)

« *Pour moi, ça suffit. En général, il me reste environ 200 euros à la fin du mois, que je mets de côté sur un compte*. » (SE 1)

Beaucoup soulignent que le soutien public contribue à réduire les barrières économiques à l'accès à l'enseignement supérieur et rend possible la poursuite d'études indépendamment des ressources familiales ou de l'origine sociale.

« *Ce que j'apprécie chez CSN, ou ce qui me plaît dans ce concept, c'est qu'on peut étudier en Suède, quel que soit son milieu social. Je pense que beaucoup de gens sont d'accord là-dessus. Aller à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur n'est plus vraiment une question de classe sociale*. » (SE 15)

« *En Suède, on a vraiment de la chance d'avoir ce système : on peut faire des études sans pour autant venir d'une famille aisée*. » (SE 1)

Cette satisfaction généralisée s'accompagne également d'un sentiment de chance et de reconnaissance envers le système, souvent comparé favorablement à d'autres pays où les dispositifs sont jugés moins développés :

« *Franchement, on a déjà de la chance de recevoir - même s'il s'agit d'un prêt - on a de la chance de bénéficier d'une aide financière, quelle qu'elle soit*. » (SE 15)

« *Si on compare avec la France, ou pire encore, avec les États-Unis, les parents doivent vraiment mettre de l'argent de côté pour que leurs enfants puissent étudier. Mais ici, ce n'est pas comme ça*. » (SE 1)

« *Je me sens très chanceuse de pouvoir en bénéficier, car quand j'étais à l'étranger, j'ai rencontré beaucoup d'étudiants qui n'ont pas les mêmes possibilités d'obtenir des prêts et de l'aide financière de l'État. Je trouve donc que c'est une très bonne chose. Et je pense… la*

bourse, ce n'est pas énorme, mais avec le prêt, c'est une somme d'argent appréciable. Ça ne te permettra pas d'aller très loin, mais tu t'en sortiras très bien. Et ça t'évite d'avoir à travailler, peut-être, à côté. Et je pense que c'est ça le plus important. » (SE 11)

Aux origines de l'insatisfaction française : montants des bourses ou critères d'accès ?

Dans les discours des étudiants français, on décèle toutefois une ambiguïté à propos de l'origine de cette insatisfaction. En effet, parfois elle concerne les montants de ces aides - qui seraient insuffisants pour vivre - et parfois elle porte sur les critères d'accès aux aides, ne prenant pas assez en compte les situations individuelles. D'autres fois encore, ce sont les effets de seuils, typiques des systèmes délivrant des aides ciblées et non universelles, qui sont l'objet des critiques.

Premièrement, de nombreux d'étudiants mentionnent la faiblesse des montants des bourses, ne permettant pas de vivre décemment.

« *Mais enfin, le système de bourse, c'est un système important et je trouve que le système par échelon, c'est pas mal, mais elles sont insuffisantes aujourd'hui parce qu'il y a beaucoup trop d'étudiants et d'étudiantes qui ne sont pas en capacité d'avoir des conditions de vie et d'études dignes avec l'argent de la bourse seulement*. » (FR 14)

« *La bourse, elle est bien sympa, mais ce n'est pas suffisant, je trouve, déjà. Tu vois, c'est la galère tout le temps. Enfin, s'il était juste, je ne pense pas qu'il y aurait autant d'étudiants rien qu'aux distributions alimentaires*. » (FR 5)

Deuxièmement, les critères d'accès peuvent être aussi pointés du doigt. A l'image des critiques à l'égard des prestations ciblées sous conditions de ressources, elles sont critiquées car ne permettant pas de prendre en compte la pleine diversité des situations, ce qui finalement pose problème quant à l'adéquation supposée entre besoin et prestation. Ce qui aboutit à la non intégration d'individus qui pourraient en avoir besoin, mais ne peuvent recevoir les bourses.

La demande qui s'ensuit est donc une meilleure prise en compte des cas particuliers, en individualisant encore davantage les prestations, plus qu'en les universalisant.

« *Je pense qu'il faut revoir un peu les critères pour ne pas mettre de côté des personnes qui sont dans le besoin, mais qui ne rentrent pas dans les critères*. » (FR 8)

« *Enfin, les critères des échelons sont pas forcément pertinents ou c'est compliqué parce qu'il y a tellement de cas particuliers que ça s'adapte pas à toutes celles et ceux qui auraient besoin d'aide, mais qui peuvent avoir du mal à le prouver, ou qui même sont pas conscients de leur propre situation et qui vont avoir peur de faire des demandes d'aide ou tout simplement partir du postulat qu'ils estiment qu'ils n'ont pas besoin de ces aides parce qu'on a cette idée que les aides, c'est pour les personnes qui sont vraiment dans la misère, entre guillemets, alors qu'en réalité, il y a beaucoup d'étudiants et d'étudiantes qui devraient en bénéficier et qui ne feront pas la demande parce qu'ils s'en rendent pas compte*. » (FR 14)

Mais certains étudiants ne recevant pas de bourses soulignent ce décalage potentiel entre besoin et prestation et les limites du critère des ressources parentales, ce qui nécessiterait un examen plus approfondi de la situation des personnes.

« *La bourse du CROUS, en tout cas, je trouve que c'est... alors, moi, je ne suis jamais concernée par ça. À chaque fois, je parle des trucs, moi, je ne suis pas concernée. Mais j'ai la chance de ne pas être concernée par ce truc. Mais en fait, c'est basé sur les revenus des parents, sauf que des fois, on ne leur parle plus aux parents. Par exemple, certains qui n'ont pas eu l'ASE, ils n'ont aucune ressource financière parce qu'ils ne parlent plus à leurs parents. Mais leurs parents gagnent trop, quand même, pour qu'ils puissent avoir cette bourse-là. Donc, c'est... et ils n'y ont pas le droit, même s'ils ne parlent plus à leurs parents, parce que leurs parents sont trop riches. Donc, il faudrait que ça prenne en compte... enfin, il faudrait qu'il y ait une étude approfondie de la situation de l'étudiant, vraiment, avec un entretien*." (FR 4)

En particulier, plusieurs mettent en évidence le décalage entre les revenus parentaux pris en compte dans le calcul des bourses et le soutien effectivement reçu par les étudiants. Le système repose en effet sur l'hypothèse d'un soutien parental effectif, alors que celui-ci peut parfois

être insuffisant, voire absent en cas de conflit. Ce décalage est perçu comme problématique, dans la mesure où il conduit à une inadéquation entre les critères d'attribution et les conditions de vie réelles des étudiants.

« *Il avait un ami notamment où ses parents avaient visiblement un bon train de vie, mais où, du coup, il lui donnait un peu le strict minimum. Il y avait visiblement des distinctions entre cette personne et ses parents. Et où, du coup, lui, il avait un peu le strict minimum pour pouvoir survivre et encore. Mais du coup, vu que ses parents gagnaient suffisamment, il ne pouvait pas être boursier, il ne pouvait pas toucher d'aide ou quoi*. » (FR 11)

« *Mais en fait, c'est basé sur les revenus des parents, sauf que des fois, on ne leur parle plus aux parents. Par exemple, certains qui n'ont pas eu l'ASE, ils n'ont aucune ressource financière parce qu'ils ne parlent plus à leurs parents. Mais leurs parents gagnent trop, quand même, pour qu'ils puissent avoir cette bourse-là. Donc, c'est... et ils n'y ont pas le droit, même s'ils ne parlent plus à leurs parents, parce que leurs parents sont trop riches. Donc, il faudrait que ça prenne en compte... enfin, il faudrait qu'il y ait une étude approfondie de la situation de l'étudiant, vraiment, avec un entretien*. » (FR 4)

« Il y a des personnes qui pourraient avoir besoin d'aide, notamment parce que leurs parents ne les aident peut-être pas autant que ce qu'ils voudraient, vu leurs ressources. Donc, c'est vrai que je me dis que ça pourrait quand même être beaucoup amélioré. » (FR 12)

« *Et euh, du coup, avant d'avoir redoublé cette année, j'avais le droit à la bourse. Mais par rapport au salaire de mes parents, vu que mes parents ne me donnaient plus d'argent, j'avoue que c'était pas... le truc le plus pratique. J'étais échelon 2 ou 3 je sais plus. Mais du coup, quand on est étudiant salarié, ça suffit pas forcément. Parce qu'on n'a pas les parents qui vont nous donner l'argent à côté. Enfin, pas tous. Certains ont cette chance. Moi c'est pas le cas. Du coup j'avoue qu'à ce niveau-là, je trouvais ça dommage de, en tant qu'adulte, d'encore bénéficier d'une aide par rapport au salaire de ses parents. Mais c'est vrai qu'elle aide quand même un peu. Mais c'est vrai que c'est dommage dans le sens où... bah... si nos parents ils*

gagnent bien, mais qu'on est pas aidé par nos parents, au final on reçoit pas cette aide du tout. » (FR 20)

Et ceci débouche sur un appel à changer les critères d'attribution en dé-familialisant les bourses afin de mieux prendre en compte la situation des étudiants elles-mêmes, tout en les détachant du contrôle parental.

« *Enfin, je trouve qu'ils devraient changer un peu le système d'attribution des bourses par rapport aux échelons. Parce que, du coup, moi, dans ma situation, je trouve que je touche très peu pour ma situation, quoi. Après ça, que mes parents... enfin, voilà, le fait de se baser sur la vie de mes parents, je trouve ça pas forcément... comment dire? Pertinent. […] Même si, on va dire que c'est suffisant pour moi. Mais je trouve que... parce que je sais qu'il y a beaucoup d'étudiants, forcément, qui n'ont pas de bourse alors qu'ils devraient l'avoir, quoi. Je trouve ça un peu, du coup, pas forcément de se baser sur la vie des parents, quoi. Donc, ils devraient plus se baser sur d'autres critères. Enfin, je sais pas vraiment les critères, mais plus sur l'étudiant, quoi. Que sur les parents, quoi*. » (FR 7)

« *Et aussi, les bourses, elles ne sont pas détachées des parents. Et donc il faudrait que ce soit beaucoup plus centré sur la situation personnelle de l'étudiant en tant que tel. Et surtout qu'on entend souvent, parfois, des histoires de jeunes étudiants qui ressentent un peu une pression de leurs parents pour que la bourse soit utilisée d'une autre façon*. » (FR 19)

Des critiques typiques concernant le ciblage des aides : effets de seuil et complexité administrative

Troisièmement, la critique se porte fréquemment sur les effets de seuil, ce qui est classique pour les prestations sous conditions de ressources, d'autant que les seuils sont nombreux : pour accéder à la bourse d'un côté, mais aussi séparant les différents échelons de l'autre :

« En fait, élever le montant des bourses suffirait ? *Non. Pour moi, élever le montant des bourses, ce n'est pas suffisant. Tu as beaucoup de gens qui n'ont pas accès aux bourses*. Alors, c'est ce que vous disiez tout à l'heure. Des parents qui ont les moyens. En tout cas, sur les

barèmes. *Pareil, la question des barèmes aussi, il est peut-être à remettre en question. Mais des parents qui, a priori, devraient avoir les moyens de soutenir leurs enfants pendant la durée de leurs études, ne le font pas. Et donc, à ce moment-là, ces gens-là devraient avoir une bourse. Mais si on augmente juste les montants de bourse, ces gens n'auront toujours pas de bourse. Et ils seront toujours dans la même situation. Et ils n'auront toujours pas les moyens de se loger, et caetera.* » (FR 1)

« *Enfin la bourse sur les critères sociaux du CROUS, elle est répartie en 7 échelons, de 0 bis à 7. Et donc en fait, le problème, c'est que... donc passer un échelon, c'est - alors c'est un peu schématisé - mais c'est comme monter d'une marche à une autre, un palier à un autre. Mais le problème, c'est que des personnes qui auraient un tout petit peu moins de... peut-être… ou un petit peu plus de revenus, ou une situation familiale différente, ils pourraient, avec une toute petite différence, tomber dans un échelon inférieur. Donc en fait, moi, ce que je trouverais... enfin, je trouverais ça plus intéressant que ce soit linéaire*. » (FR 19)

Et lorsque les prestations sont ciblées sur les plus pauvres, la partie de la population « juste au-dessus » des seuils, considérée comme appartenant aux classes moyennes, est souvent considérée comme le point aveugle du système :

« *Entre ceux qui ne peuvent vraiment pas et ceux qui peuvent vraiment, il y a ceux qui, comme beaucoup en fait, il y a la population, la population moyenne quoi, qui galère un peu quoi. Et en fait, ils galèrent pas assez vraiment pour qu'ils soient aidés, mais ils galèrent quand même au quotidien et leur vie est quand même compliquée au quotidien, donc oui*. » (FR 9)

« *Il y avait ce genre de choses qui existaient mais moi on me les a toujours refusées en fait*. Ah bon? *C'est-à-dire que, par exemple, il y a une aide qu'on pouvait avoir via l'assistante sociale que j'avais vu du coup au Havre, et quand c'est comme ça en fait on demande le revenu de nos parents. Il y a le revenu des parents et notre propre compte en banque à nous. Pour moi ça allait, sauf qu'on m'a dit « mais vous êtes juste boursier échelon 1 » en fait, et on m'a fait comprendre que si je suis boursier juste échelon 1, c'est que mes parents ne sont pas tant en difficulté que ça*. Ok, donc c'était privilégier ceux qui étaient à des échelons... *Oui, 7, 6, 5 voire*

4 et que ben que... on m'a fait comprendre que si je n'avais pas assez d'argent, que je devais demander à mes parents en fait. Mais je voulais... j'ai jamais osé en parler aux parents, même jusqu'à maintenant ils ne le savent pas, parce que j'ai pas envie. Je voulais pas... il y avait déjà eu pas mal de sacrifices qui avaient été faits en amont pour moi donc je voulais plus. » (FR 3)

La familialisation va également de pair avec une certaine complexité des dispositifs. En effet, elle signifie un refus du droit commun et de dispositif universel pour les jeunes. Par conséquent, les dispositifs ad hoc se multiplient en faveur de la jeunesse pour compenser ce manque. Le "millefeuille des dispositifs jeunesse" est ainsi le corollaire de la familialisation (Chevalier 2018). Or cette démultiplication des prestations induit une grande complexité administrative, dans laquelle il est difficile de naviguer, et qui peut donc entrainer un taux de non-recours significatif chez les jeunes :

« *Oui, c'est vrai que c'est compliqué. Bah, j'ai dû faire énormément de recherches pour pouvoir voir à quoi je pouvais avoir le droit. Et même là, j'ai l'impression que je sais pas tout. Il y a tellement de choses. Je sais que certains étudiants, ils ont réussi à trouver des aides que moi j'aurais pas réussi à trouver. Et enfin, j'ai l'impression que c'est un peu… tout est caché. C'est une vraie chasse au trésor. Mais on nous explique pas forcément comment ça marche, comment faut faire, comment on peut être aidé. On nous explique pas tout ça*. » (FR 20)

« *Eh bien, je pense que juste, enfin, un des principaux problèmes avec le système d'aide tel qu'il est maintenant, c'est que déjà, il est trop opaque. Enfin, la vérité, c'est qu'on ne comprend rien du tout. Il y a les aides de la région, il y a les aides du département, il y a les aides de la ville, il y a les aides d'État. Les gens, enfin, les étudiants et étudiantes sont complètement perdus. C'est pas clair. Et c'est encore pire pour les étudiants et étudiantes étrangers ou alors pour les étudiants et étudiantes qui sont première génération d'étudiants. Donc ça, c'est vraiment grave et qu'il faut plus d'accompagnement là-dessus. Parce qu'en fait, il y a énormément d'aides qui ne sont juste pas demandées, alors que les gens devraient y avoir accès. Donc quand on parle du fait que des gens ont accès à des aides auxquelles ils ne devraient pas avoir accès, déjà, il faut dire qu'il y a plein d'aides qui ne sont même pas*

demandées par les gens qui devraient y avoir accès parce que le système est incompréhensible. Donc, voilà, ça, je trouve que c'est important. » (FR 14)

FR18, étudiante étrangère, souligne que si elle ne relève normalement pas du dispositif du repas à un euro réservé aux boursiers, elle y a néanmoins accès grâce à une procédure spécifique peu connue, qu'elle a découverte via son expérience de travail au sein de l'université :

« *En soi, je pense que j'ai déjà bien, parce que déjà, je bénéficie aussi du repas à un euro au CROUS. Et ça, c'est très utile. Bon, c'est uniquement le déjeuner. Mais ça aide énormément.* (…) Donc ça, vous avez le droit parce que vous êtes étudiante étrangère ? *Oui, parce que normalement, c'est uniquement les étudiants boursiers. Après, il y a une demande spéciale à faire, mais ce n'est pas tout le monde qui est au courant. Et du coup, moi, j'ai appris ça étant donné que j'ai travaillé avec l'université pendant les trois mois et tout. Et du coup, même si je ne travaille plus avec eux, je suis souvent là à partager ces informations parce que je sais que ça peut être utile à beaucoup de gens. Et que oui, il n'y a pas une communication très... oui, parce que ça, c'est un lien spécial pour la demander séparément parce qu'eux, ils considèrent, oui, le repas à un en euros, c'est pour les boursiers. Du coup, quand tu dis, oui, moi, je paie mon repas un en euros, ils vont dire « mais tu n'es pas boursière, toi? Comment ça se fait? » En fait, il y a une autre démarche. Mais que très peu de gens connaissent*. » (FR 18)

Pour se retrouver dans ces dispositifs et surmonter ces obstacles administratifs, l'aide familiale, non pas en tant que ressources monétaires mais en tant que ressources informationnelles, devient donc également cruciale :

« *J'ai eu de la chance. J'ai l'impression d'avoir de la chance mais en même temps j'en ai pas parce que c'est mes... enfin c'est ma mère qui me pousse tout le temps à me dire « va chercher ça, il y a forcément des aides, il y a forcément ci, il y a forcément ça. » Tout un savoir genre... un peu ancestral je sais pas mais genre un truc où faut toujours chercher pour se débrouiller quoi. Et ouais c'est des trucs sur lesquels je suis tombé mais oui parce que je passais des heures devant mon PC à aller chercher des aides*. » (FR 6)

Une faible saillance de l'enjeu des conditions de vie en Suède…

La générosité des aides rend ainsi la question des conditions de vie étudiantes peu saillante en Suède. Spontanément, les étudiants ne parlent pas des difficultés, au contraire des étudiants français : celles-ci semblent bien moins présentes dans leur vie quotidienne. Et quand on leur pose la question, la plupart des étudiants interrogés confirment que leur entourage ne rencontre pas de problèmes majeurs pour couvrir les besoins essentiels, bien que certains ajustements de consommation puissent intervenir en fin de mois :

« Tu as l'impression que les étudiants à Lund rencontrent des difficultés financières ? Ou en général, les gens s'en sortent bien grâce à leur CSN ou à leur travail ? *Non, je n'ai jamais vu aucun de mes amis avoir vraiment de problèmes d'argent. Bien sûr, à la fin du mois, certains choisissent de vivre plus modestement et de ne pas faire de grandes dépenses. Mais je n'ai jamais entendu parler de quelqu'un qui aurait de réelles difficultés à se payer à manger ou quelque chose comme ça.* » (SE 6)

Même pour des étudiants issus de milieux modestes, le système de soutien suédois est largement perçu comme permettant de subvenir à ses besoins essentiels. Plusieurs enquêtés estiment en effet que le CSN rend possible une autonomie financière suffisante pour mener des études sans difficulté majeure, y compris pour des personnes ne disposant pas de ressources familiales importantes.

« Pensez-vous que, par exemple, un étudiant issu d'une famille à faibles revenus, voire à très faibles revenus, pourrait subvenir à ses besoins uniquement grâce au CSN *? Oui, je pense que oui. Je ne vois pas pourquoi pas. Je veux dire, vu les prix actuels… je veux dire… parce que quand les médias en parlent… comme l'année dernière, quand il y avait une forte inflation sur l'alimentation et pratiquement tout, on parlait beaucoup des étudiants, car on a souvent tendance à les présenter comme des gens pauvres qui doivent vraiment faire des économies pour s'en sortir. Mais je n'ai jamais… enfin, j'ai remarqué que les prix augmentaient, mais je n'ai jamais eu de mal à m'en sortir, et mes amis non plus. On n'a jamais franchi la ligne où*

on n'arrivait plus à joindre les deux bouts d'un mois à l'autre. Donc, je pense qu'on pourrait venir en Suède sans pratiquement rien et s'en sortir avec le CSN. » (SE 4)

« Alors, tu penses que le CSN est… par exemple, pour une personne issue d'une famille à faibles revenus en Suède, en ce moment, ou d'une famille pauvre, disons, dirais-tu que le CSN suffit ? *On peut tout à fait s'en sortir. Je veux dire, on touche 13 000, et il y a des logements étudiants pas chers dans toutes les grandes villes universitaires. Dans ce cas-là, on peut s'en sortir. C'est plus difficile si on veut étudier dans une ville comme Stockholm ou Göteborg, où le coût de la vie et les loyers sont beaucoup plus élevés. C'est donc plus compliqué. Mais en général, je pense que le CSN suffit pour faire ses études. Bien sûr, il faut faire des économies sur certains postes. On ne peut pas aller au restaurant aussi souvent qu'on le souhaiterait et il faut mettre de l'argent de côté. Mais c'est, je suppose, quelque chose qu'on apprend et la plupart des gens ont trouvé des moyens pour joindre les deux bouts*. » (SE 5)

Les situations de forte précarité, où les besoins essentiels comme le logement ou la nourriture deviennent un enjeu à part entière, apparaissent rares, et les contraintes budgétaires sont davantage associées à des choix de mode de vie (vie sociale, sorties, loisirs etc.) qu'à des difficultés structurelles :

« *Personne dans mon entourage n'a besoin de plus d'argent que [le CSN] d'un jour à l'autre. Mais je pense que certaines personnes qui vivent à Lund ne suivent que quelques cours, ne font pas un cursus complet, et ont donc beaucoup plus de temps libre, ce qui leur permet de faire bien plus de choses. Elles vont peut-être à Copenhague le week-end, ce qui coûte plus cher. Si j'allais à Copenhague tous les week-ends, alors peut-être que ça ne suffirait pas. Mais pour mener une vie normale à Lund, je peux quand même faire plein de choses, avoir une vie sociale et sortir le week-end, et c'est largement suffisant*. » (SE 4)

Comme l'indique SE2, pour elle, le CSN serait largement suffisant pour couvrir ses besoins quotidiens si elle réduisait ses dépenses jugées non indispensables :

« *Je ne sais pas si je dirais que c'est suffisant. Je veux dire, à la fin du mois, tout ce que j'ai reçu a déjà été dépensé. Mais j'ai l'impression que si je réduisais mes dépenses superflues, ça*

suffirait largement, voire plus que ça. Mais comme j'ai envie de sortir, de faire des activités culturelles et de voyager… après, je peux quand même me le permettre, donc honnêtement, je n'y pense pas vraiment. » (SE 2)

La relative absence de précarité étudiante semble également contribuer à une faible saillance des aides étudiantes elles-mêmes, rarement perçues comme un enjeu problématique :

« *[Les aides étudiantes] ne sont pas quelque chose auquel je réfléchis beaucoup… c'est simplement une réalité que j'accepte telle qu'elle est. Je n'ai donc jamais considéré cela comme un problème ou quoi que ce soit d'autre, car ça a toujours été comme ça*. » (SE 13)

…malgré des problèmes de logement et d'inflation en essor

Cependant, cette relative absence de problématisation des conditions de vie est nuancée par les évolutions récentes du coût de la vie. Malgré un système globalement jugé suffisant, la hausse des prix de l'alimentation et du logement des dernières années fragilise l'équilibre budgétaire de certains étudiants. Plusieurs évoquent ainsi des difficultés émergentes à couvrir l'ensemble de leurs dépenses avec le CSN, notamment lorsque les loyers sont élevés ou que les aides ne suivent pas immédiatement l'inflation, ce qui peut les conduire à mobiliser ponctuellement leurs économies ou un soutien parental.

« Et qu'en est-il du CSN, qu'est-ce que tu en penses ? Tu trouves que c'est une bonne chose *? Ça ne correspond plus vraiment à notre époque, vu le prix exorbitant des courses. Et les prix des logements, c'est dingue. C'est tellement cher de nos jours. J'ai de la chance. J'ai vraiment de la chance d'avoir trouvé ce logement. Je ne paie presque rien, comparé à ce que paient certains étudiants. Donc, je ne sais pas… je pense qu'on devrait avoir la possibilité au moins de faire une demande, ou tu vois… je veux plus de prêts, pour pouvoir joindre les deux bouts. Je pense que ça devrait au moins être une option, au lieu d'avoir ce plafond de genre… on a 1 200 euros ou quelque chose comme ça, ou genre 1 100 euros par mois. Ça fait environ 13 000 SEK. C'est notre plafond. On ne peut pas emprunter plus auprès du CSN.* » (SE 9)

« *Je sais que mes amis, qui ne vivent que de l'allocation CSN et ne travaillent pas, ont parfois beaucoup de mal certains mois. Ils n'ont pas assez d'argent et doivent retourner chez leurs parents pour manger avec eux, car ils ne peuvent pas s'acheter à manger. Mais je ne sais pas s'ils économisent, s'ils dépensent beaucoup d'argent en vêtements, en shopping ou autre chose. Mais je ne pense pas. Et à cause de l'inflation, c'est ce que je cherchais avant… parce que l'inflation est tellement élevée maintenant, le CSN, ou tous les autres salaires, n'ont pas augmenté au même rythme. Donc, c'est dur pour les étudiants qui touchent le CSN*. » (SE 11)

« Je pense que le système suédois est bon, mais il y a des problèmes. Par exemple, il ne s'adapte pas vraiment à l'inflation : les prix de l'alimentation ont par exemple beaucoup augmenté ces derniers temps en Suède. C'est probablement le cas en France aussi, ou partout ailleurs. Et le CSN ne s'adapte pas rapidement. Il faut environ un an pour que les montants soient ajustés, ce qui fait que parfois, ils ne correspondent pas vraiment au coût réel de la vie. » (SE 17)

« Tu trouves donc que le CSN te suffit *? Pour moi, oui. Mais je sais que si ton loyer est beaucoup plus élevé… Ici, notre loyer est plutôt bas. C'est difficile pour beaucoup de mes amis. En ce moment, surtout avec le prix des courses qui grimpe en flèche, c'est dur*. » (SE 6)

Si certaines déclaration peuvent faire écho aux déclarations françaises, il faut néanmoins garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas des mêmes arbitrages car les montants reçus ne sont pas du même ordre : si les arbitrages des étudiants suédois renvoient à la nécessité d'une gestion budgétaire stricte en enlevant le superflu pour consacrer les ressources aux besoins essentiels, les arbitrages français peuvent se faire en détriment même des besoins essentiels (par exemple sauter des repas), puisque les budgets étudiants sont bien moins élevés. Les économies, l'argent issu du travail, et dans une moindre mesure les aides parentales, sont mobilisées en Suède précisément pour pouvoir payer les autres dépenses « superflues » liées à la vie sociale :

« *Il faut vraiment savoir bien gérer son budget, parce que… on touche 13 000 SEK au total. Et surtout en ce moment, la nourriture coûte très cher en Suède, donc beaucoup de gens ont du mal à joindre les deux bouts. Beaucoup de mes amis puisent aussi dans leurs économies et ce*

genre de choses pour pouvoir s'amuser un peu, sortir, manger au restaurant, et caetera. » (SE 5)

« *Je dirais que certaines personnes ont du mal, et je pense que ce serait aussi mon cas si je n'étais pas aussi économe dans mes choix. Parce qu'il faut bien s'organiser pour les courses et tout le reste. Je pense donc que c'est plus difficile pour certaines personnes. Et puis, c'est assez dur de trouver des logements abordables. La plupart des appartements sont bien plus chers, et je pense que si on vit dans un endroit comme ça, il faut avoir le soutien de ses parents ou puiser dans ses économies. Ce n'est que si on trouve un logement vraiment pas cher que le CSN suffit*. » (SE 14)

Pour SE15, la hausse du coût de la vie étudiante représente un facteur déterminant dans le choix de travailler à temps partiel :

« *J'ai travaillé à temps partiel pendant toute la durée de mes études parce que… bon, on peut s'en sortir avec le prêt et la bourse, mais c'est assez difficile en Suède parce que les loyers sont toujours élevés, il y a l'inflation, le coût de la vie est élevé, les courses sont chères, les transports… tout est très cher en ce moment. La Suède est un pays cher, mais surtout en ce moment. Donc oui, j'ai choisi de travailler à temps partiel aussi*. » (SE 15)

L'accès au logement est aussi fréquemment décrit comme une difficulté structurelle, venant s'ajouter aux tensions liées à l'inflation.

« *Je sais que beaucoup de gens ont beaucoup de mal à trouver un logement. C'est vraiment très difficile de trouver un logement à Lund. En plus c'est assez cher*. » (SE 10)

« *C'est très difficile de trouver un logement. C'est un problème très courant, surtout si on veut trouver son propre logement. C'est le problème le plus récurrent : il y a une grande pénurie de logements*. » (SE 14)

Les difficultés d'accès au logement et le décalage entre l'augmentation des prix et l'ajustement des aides contribuent ainsi à introduire des contraintes plus visibles parmi les étudiants suédois, sans pour autant remettre en cause la satisfaction générale à l'égard du système.

Travailler pour une vie étudiante acceptable

Bien qu'il soit présent dans les deux pays, le travail étudiant semble occuper une place différente dans les stratégies de financement des études : il renvoie à deux façons de considérer ce qu'est une vie étudiante acceptable. En France, il s'agit de subvenir aux besoins primaires, comme la nourriture ou le logement, tandis qu'en Suède les revenus du travail servent à compléter le CSN afin de couvrir des dépenses supplémentaires liées à la vie sociale.

En Suède, travailler pour vivre

En Suède, travailler pendant les études apparaît ainsi davantage comme un choix que comme une nécessité. Plusieurs jeunes expliquent ainsi privilégier leurs études et renoncer à travailler lorsque la charge académique est jugée trop importante, sans pour autant que cela compromette leur capacité à couvrir leurs dépenses courantes puisque l'aide publique est suffisamment généreuse.

« Est-ce que tu travailles à temps partiel parallèlement à tes études ou pas? *Non. Je n'ai pas vraiment le temps de travailler*. En médecine, ce n'est pas quelque chose que les gens font ? *Non, malheureusement, je n'ai pas vraiment le temps de travailler. Je dois consacrer toute mon énergie à mes études. Et l'aide financière que l'État accorde aux étudiants est très généreuse. Je peux donc subvenir à mes besoins grâce à cela*. » (SE 5)

« *J'ai l'impression que si je devais me consacrer autant à autre chose, comme le travail par exemple, je n'aurais pas autant de temps pour mes études, qui devraient occuper toute la semaine, n'est-ce pas? Et je ne pense tout simplement pas que j'obtiendrais les meilleurs résultats dans mes études si je devais me concentrer autant… tout en subissant ce stress constant. Je suis donc très, très reconnaissante pour ce système que nous avons ici*. » (SE 6)

Lorsqu'un travail étudiant est exercé, celui-ci se caractérise généralement par une grande flexibilité, les étudiants pouvant adapter leurs horaires en fonction de leurs besoins et de leurs contraintes académiques.

« *Maintenant que je suis en dernier semestre de ma licence, je dois étudier et me concentrer davantage, alors je ne veux pas trop travailler parce que ça me ferait perdre du temps. Du coup, je travaille quand j'ai du temps libre*. » (SE 1)

« *Je choisis moi-même quand je veux travailler, ce qui est plutôt sympa. Et c'est seulement le week-end. Mais je travaille généralement deux ou trois fois par mois. Et ça me rapporte quelques centaines de dollars en plus*. » (SE 8)

« *Du coup, je ne suis pas obligé d'être au bureau. Je peux travailler quand je veux, comme je veux. Du coup, je travaille souvent le soir ou le week-end, et ça me convient très bien*. Et ça ne te prend pas trop de temps par rapport à tes études ? Tu arrives à concilier les deux ? *Ça marche bien, oui. Bien sûr, il y a des périodes où les échéances s'accumulent au travail et à l'université, et ça devient difficile, mais je n'ai pas eu de problème majeur pour trouver un équilibre. Et mes collègues sont très compréhensifs : ils savent que je dois donner la priorité à mes études. Donc, si je leur dis que j'ai trop de travail à l'université, ils m'aident à m'organiser en conséquence*. » (SE 10)

Parmi les étudiants Suédois qui travaillent, l'emploi rémunéré apparaît avant tout comme un complément permettant de soutenir les activités sociales ou les loisirs et de financer des dépenses non essentielles, plutôt que comme une réponse à une situation de précarité. Trois stratégies ressortent ainsi pour améliorer le confort de vie et limiter les contraintes budgétaires au cours de l'année universitaire. La première stratégie est de travailler les mois d'été.

« *Je dirais que c'est suffisant, oui, mais que tu dois… c'est toujours une bonne idée de passer l'été à travailler, ça aide beaucoup. Si tu ne le fais pas, contente-toi du CSN toute l'année, ce sera dur mais faisable. Mais alors, ta vie sociale et tout ça serait un peu limité, je dirais. Aller à des événements sociaux ou… tu ne peux pas vraiment te le permettre dans ce cas-là, je dirais. C'est faisable, mais ce n'est pas aussi sympa*. » (SE 3)

« *Je pense que je devrais faire beaucoup plus attention à la façon dont je dépense mon argent pendant l'année scolaire si je ne travaillais pas pendant l'été. Parce que comme ça, j'économise pour avoir une sorte de réserve, tu vois ?* » (SE 7)

« *Cet été, j'ai travaillé… je suis retourné dans ma ville natale pour l'été, pendant environ deux mois. Et j'ai surtout travaillé. J'ai fait du travail social. Je travaillais avec des personnes souffrant de troubles psychiatriques, par exemple, dans une sorte de foyer. J'ai fait ça pendant environ deux mois, donc j'ai un bon pécule au cas où tout partirait en vrille ou si je… tu vois, je peux m'offrir quelques petits extras dans la vie. J'ai donc un peu d'argent de là-bas que je peux utiliser pour ce semestre, parce que sinon… vu mon mode de vie… j'imagine que j'ai besoin de ce genre d'argent pour survivre. Si je veux me permettre des choses courantes… si je sors boire une bière avec quelqu'un, si je vais faire la fête, si je vais manger au resto avec quelqu'un… ce genre de vie sociale qu'on a, on ne peut pas se le permettre si on n'a que le CSN de base, le prêt de base qu'on prend. Donc, c'était en quelque sorte nécessaire de prendre un job à ce moment-là*. » (SE 9)

La deuxième stratégie est de travailler pendant l'année universitaire à temps partiel.

« *Mais je travaille aussi à temps partiel. J'ai travaillé à temps partiel pendant toute la durée de mes études parce que… bon, on peut s'en sortir avec le prêt et la bourse, mais c'est assez difficile en Suède parce que les loyers sont toujours élevés, il y a l'inflation, le coût de la vie est élevé, les courses sont chères, les transports… tout est très cher en ce moment. La Suède est un pays cher, mais surtout en ce moment. Donc oui, j'ai choisi de travailler à temps partiel aussi*. » (SE 15)

« *Je travaille pendant mes études. Et j'aime bien dépenser mon argent, donc ça me va très bien. Je connais des gens qui sont très rigoureux avec leur argent, qui économisent et s'assurent d'établir un budget, d'avoir un plan et tout ça. Moi, je suis plutôt du genre à dépenser mon argent, puis à regarder mon compte en banque et à me dire « oh, il n'y en a plus ». J'ai mis un peu d'argent de côté, mais je ne suis pas très économe*. » (SE 10)

Et la troisième stratégie est de travailler en amont des études lors d'une année sabbatique pour constituer une épargne.

« *J'ai mis beaucoup d'argent de côté quand je travaillais. L'année après le lycée, j'ai travaillé à temps plein et je vivais chez mes parents, donc je ne payais pas de loyer, et comme je travaillais à temps plein, j'ai pu économiser beaucoup d'argent grâce à ça. Ah oui, j'ai aussi oublié de dire que j'ai vécu à Copenhague pendant environ six mois et que j'y ai travaillé. Du coup, j'ai économisé beaucoup d'argent*. » (SE 1)

En France, travailler pour survivre

À l'inverse, en France, le travail étudiant apparaît plus fréquemment comme une nécessité économique. Plusieurs jeunes décrivent des situations dans lesquelles l'emploi rémunéré est indispensable pour couvrir les dépenses courantes, certains étant contraints de travailler en parallèle de leurs études même lorsqu'ils bénéficient d'un soutien familial partiel. Dans ces situations, le travail ne constitue pas un simple complément de revenu, mais une condition nécessaire à la poursuite des études.

« *Je sais que, là, cette année, il y a des triplants en L3 Maths qui ne peuvent même pas venir à tous les cours parce que certains, ils travaillent aussi à côté parce qu'ils ont un loyer et tout à payer. Et que certains, même... même s'ils ont un petit peu d'aide, ou des parents qui ont des revenus moyens, ça ne suffit pas. Des fois, on ne peut pas demander 300 euros par mois à ses parents. Du coup, il y a qui travaillent à côté. Je sais qu'il y en a un qui est cheminot à côté ou des choses comme ça, en temps partiel. Du coup, ils ne peuvent pas assister à tous les cours. Et ça se voit, après, dans le niveau ou dans les notes qu'ils ont après*. » (FR 13)

« *En fait, c'est mes parents qui m'aident financièrement. (...) Au début, pendant l'appartement à Paris, c'était 750 euros. Donc, le montant de mon loyer. Et puis, ils m'avaient dit, « tu bosseras à côté pour te débrouiller pour plus que le loyer ». Donc, les courses, les factures, et caetera. Et donc… ah oui, j'ai fait du babysitting à ce moment-là pendant un an. Donc, pendant toute ma L2. Et à côté, je donnais aussi des cours de piano, comme je vous l'ai dit aussi. Donc,*

voilà. Enfin, j'avais à peu près 600 euros en plus de ce que mes parents me donnaient par mois. » (FR 2)

« *J'ai mon ami là, par exemple, qui n'a pas réussi à avoir de bourse cette année, du coup, il a le même âge que moi et un exemple tout futile. On a eu des travaux de groupe ensemble à faire. Cette année, moi, je travaillais du coup du lundi au vendredi, 8h-17h30, enfin bref. Le soir quand on voulait faire nos travaux, il m'a dit « en fait, moi je bosse, je bosse jusqu'à 1h du matin en fait ». Parce qu'il enchaîne les missions en intérim sur intérim. Il m'a dit « je travaille là, mais je ne sais pas où je bosserai la semaine prochaine ». Et du coup, je me dis, le week-end, peut-être qu'il sera plus libre. Mais non, le week-end, il doit travailler. Et du coup, je me suis retrouvé à faire pas mal de ces travaux seul, avec la personne avec qui on était. Mais lui, il était juste déconnecté. Là, sa priorité à lui, ce n'est pas ses études, c'est pouvoir se nourrir*. » (FR 3)

Pour plusieurs, le temps consacré à l'activité rémunérée se fait souvent au détriment du suivi des cours ou des révisions, ce qui peut se refléter dans leurs performances. Les étudiants provenant de milieux modestes se trouvent donc face à un dilemme : travailler pour financièrement poursuivre ses études, mais au détriment éventuel de sa réussite académique.

« *Je connais, on va dire, de vue quelques personnes, oui, qui travaillent en même temps que leurs études. Alors, je sais pas exactement leur quotidien, et caetera. Oui, je les entends parfois dire que c'est compliqué parce qu'il y a des cours qu'ils ratent*. » (FR 21)

« *Et puis, mon copain, c'est vrai que ça m'a fait du mal de m'imaginer que si... alors, je ne vous l'ai pas dit, mais à un moment, il a travaillé pendant... sa licence de sociologie. Donc, il travaillait à mi-temps. Et je me suis dit, c'est dommage qu'il soit obligé de travailler parce qu'en fait, s'il a un super potentiel, il n'a pas une moyenne qui décolle alors qu'il pourrait s'il ne travaillait pas* » (FR 2)

« *Et ensuite, mes parents, pendant... enfin, au début de ma L3, ils m'ont monté ce qu'ils me donnaient à 800 euros. Et moi, j'ai arrêté de faire du babysitting parce que j'avais vu que mes*

notes avaient chuté, donc je m'étais dit... je vais pas trop faire de choses à côté pour me concentrer sur ma scolarité. » (FR 2)

« *Et d'ailleurs quand j'ai arrêté de travailler j'ai pris 2 ou 3 points de moyenne. […] Parce que j'avais 14 de moyenne en L2 et en L3 je suis monté à 16,5*. » (FR 6)

L'apprentissage : devenir suédois en France

L'option alternative qui s'est alors imposée ces dernières années pour répondre à ce dilemme est le développement de l'apprentissage dans le supérieur. Cette stratégie permet d'accéder à un revenu du travail tout en le mettant au service de ses études.

« *Alors, quand j'ai commencé ma première année, j'ai fait trois mois à McDo. Sauf que le rythme était beaucoup trop soutenu. Je travaillais tous les soirs, tous les jours. Le week-end, et caetera. Et donc, je suis passée à Auchan Drive et je fais des préparations de commandes. Le vendredi et le samedi, je suis en 15 heures. Avant, en deuxième année, j'étais un peu plus, je crois, j'étais à 20 heures ou un peu plus. Et je travaillais le mardi avant les cours. En plus du vendredi et du samedi, et ça faisait vraiment trop chargé. Du coup, j'ai diminué un peu. Du coup, j'ai un jour de repos. Donc, c'est assez intensif. Mais c'est ma volonté de ne pas mélanger mes jours de cours et mes jours de travail. Voilà, dans la semaine, de répartir ça comme ça. Et voilà, du coup, ça fait un peu moins de trois ans que j'y suis. Et du coup, ma première année de master, je continuerai probablement là-bas aussi.* Votre volonté de faire deux ans d'alternance, c'était pour pouvoir arrêter de faire ça à côté, j'imagine ? *Oui*. » (FR 16)

« *Et puis il y a cette année qui est beaucoup plus simple parce que cette année par exemple je gagne exactement 1750 euros nets en alternance. Donc là-dessus, bon, depuis cette année ça va beaucoup mieux. Il n'y a plus cette notion de calcul, c'est-à-dire que je vis. Je reçois mon salaire, je fais ce que j'ai à faire, je vis. Si à la fin du mois il me reste de quoi mettre de côté, tant mieux, s'il m'en reste pas je me dis que je me suis déjà embêté depuis pas mal d'années donc là il faut arrêter. En fait, on arrive à un point de saturation qui fait qu'on se dit mais en fait on va jamais profiter de la vie*. » (FR 3)

« *Je sais que, moi, quand je suis arrivée ici, je connais trois filles qui étaient en anglais et, du coup, qui ont arrêté. Donc, toutes les trois ont arrêté. Bon, en soi, elles ont continué l'année, mais elles sont pas vraiment allées au cours. Elles étaient un peu... avec tout ce qu'il y avait dès la première année d'arrivée et tout, c'était trop compliqué. Elles ont lâché. La première année, elles ont toutes les trois redoublées. L'année d'après, elles ont carrément changé de filière. Elles ont choisi de faire une alternance. Pour avoir un salaire. Parce que ça a pu... effectivement. Avoir une... travailler en même temps des études et que c'est organisé par l'établissement*. » (FR 18)

Le fort développement de l'apprentissage dans le supérieur des dernières années est également à lire en réponse à cet état de fait : étudier en recevant un salaire permet tout simplement de devenir suédois en France, c'est-à-dire pouvoir financer ses études en sortant de la précarité tout en n'étant plus dépendant à l'égard de ses parents, et sans travailler.

Aides aux étudiants et *policy feedback*

Les conditions de vie sont omniprésentes dans l'expérience des étudiants dans les deux pays et le jugement à l'égard du système d'aide. En France, la faiblesse des bourses débouche sur des conditions de vie dégradées et de très fortes critiques à leur encontre. En Suède au contraire, les conditions de vie des étudiants est un non-enjeu du fait de la générosité des aides. Quelles en sont les conséquences en termes de rapport à l'Etat ? Quels sont les effets policy feedback à l'œuvre ?

Le mécanisme : un feedback normatif

Les discours portés sur le système d'aides par les étudiants sont chargés d'éléments concernant les conditions de vie des étudiants. Il ne peut donc s'agir d'un feedback interprétatif. En revanche, pour trancher entre un feedback par les ressources et un feedback normatif, il est nécessaire d'apprécier les discours des étudiants provenant de milieux aisés puisque leurs conditions de vie ne dépendent pas de ces aides. Il sera ainsi possible de déterminer si le feedback provient du fait de recevoir une bourse, affectant directement ses ressources

(mécanisme par les ressources), ou du système d'aides en général, dont l'expérience quotidienne cumulative construit progressivement des normales collectives à propos des conditions de vie, mais ne dépendant pas du fait de recevoir une bourse ou non pour une personne.

Or en France, les avis sur le système de bourses ne diffèrent guère entre les boursiers et les non-boursiers, ou en tout cas entre les étudiants provenant de milieux aisés et les autres. Pour ces derniers, les fortes critiques exprimées à l'encontre des bourses proviennent d'abord de l'avis rapporté par leurs connaissances et amis. FR2, par exemple, formule des critiques à l'égard du système principalement à partir des expériences rapportées par ses proches – à la fois amies et petit copain - bien qu'elle reconnaisse ne pas être personnellement confrontée à ces difficultés :

« *Ça me parle parce que j'ai eu des copines en psycho qui n'étaient pas forcément dans une bonne situation. Et ça les a poussées à abandonner la formation. Et du coup, ça m'a touchée. Je me suis dit que c'était dommage, parce que moi, j'ai relativement une bonne situation. Et donc, je me dis que c'est dommage qu'il faille avoir une bonne situation pour pouvoir continuer ses études. En fait, c'est pas juste, je trouve*. Et vous, en contraste, vous considérez que du coup, ça va plutôt bien, en fait? *Bah oui. Mais du coup, c'est vrai que ça m'avait fait de la peine sur le coup. Parce que je pouvais pas non plus les aider directement, parce que ça se fait pas. Mais ouais. Oui, moi, ça va en contraste.* » (FR 2)

« *Je pense à un de mes copains de... enfin... un copain de mon copain, mais qui est aussi mon copain. Euh... qui est boursier, mais à un échelon très élevé, et qui a vraiment galéré à trouver un logement étudiant en résidence CROUS. Alors que pourtant, il a une situation qui est vraiment compliquée. Donc je me dis que si même un étudiant avec un échelon... je crois qu'il est à 6 voire à 7, honnêtement. Avec un échelon aussi élevé, on n'arrive pas à trouver un logement facilement. Il y a un problème quelque part*. » (FR 2)

FR4, quant à elle, est certes boursière, mais ne se considère pas particulièrement dans le besoin car ses parents l'aident de façon conséquente. Elle souligne en revanche les difficultés de certains étudiants :

« *En plus, ça me touchait beaucoup. Enfin, ça me touchait pas moi personnellement, mais je veux dire, au CROUS. A priori, c'est des gens qui n'ont pas les moyens. C'est toujours... c'est pour ça que je me sentais toujours un peu en dehors du truc. Parce que moi, j'avais un train de vie très confortable à côté de ces gens. Bon, c'est pas pour un truc très heureux parce que c'était à cause de l'ASE. Mais non, il y avait des gens, clairement, c'était plus difficile que ça. Même encore aujourd'hui. Enfin, les gens que je côtoie là, qui ont un taf à côté, c'est clairement alimentaire. Donc, voilà quoi. S'ils n'avaient pas ça, s'ils n'ont pas ça, ils n'ont pas de bouffe*. » (FR 4)

De la même manière, FR13 et FR15 construit son jugement à partir des expériences de son entourage étudiant plutôt que de sa propre situation, en mettant en avant les difficultés rencontrées par certains camarades pour concilier emploi rémunéré et études et concernant leurs conditions de vie :

« De ce que vous observez autour de vous, est-ce que vous avez le sentiment que le système est suffisant pour aider les étudiants en difficulté ? *Pour certains, oui, mais pour d'autres, non, c'est toujours ça, le truc, il y en a qui ça va, puis ça va, d'autres, moins. Je sais que, là, cette année, il y a des triplants en L3 Maths qui ne peuvent même pas venir à tous les cours parce que certains, ils travaillent aussi à côté parce qu'ils ont un loyer et tout à payer. Et que certains, même... même s'ils ont un petit peu d'aide, ou des parents qui ont des revenus moyens, ça ne suffit pas. Des fois, on ne peut pas demander 300 euros par mois à ses parents. Du coup, il y en a qui travaillent à côté. Je sais qu'il y en a un qui est cheminot à côté ou des choses comme ça, en temps partiel. Du coup, ils ne peuvent pas assister à tous les cours. Et ça se voit, après, dans le niveau ou dans les notes qu'ils ont après*. » (FR 13)

« *Du coup, bah j'ai un salaire suffisant chaque mois pour vraiment ne pas compter mes sous à la fin du mois et tout. Donc ça, c'est sympa. Mais pour le coup, je sais que je suis vraiment*

dans une situation privilégiée. Enfin, je me fais pas trop d'illusions. Je sais que la plupart des étudiants ont du mal à boucler les mois. » (FR 15)

Les étudiants peuvent ainsi faire l'expérience de l'action publique de multiples façons. Cela peut passer par le fait de recevoir directement une prestation (feedback par les ressources) ; cela peut passer par les expériences interpersonnelles, c'est-à-dire via les expériences et discours rapportés des connaissances et amis concernant la faiblesse des bourses ; et cela peut enfin provenir du fait d'assister au quotidien aux conséquences de l'action publique. Dans les entretiens, plusieurs étudiants soulignent notamment le fait de voir les distributions alimentaires, et le fait qu'elles soient à la fois nécessaires et insuffisantes, soulignant l'insuffisance des aides aux étudiants.

« *Sinon des distributions alimentaires ou des distributions de... ça se fait aussi de vêtements, de produits de première nécessité, mais non alimentaires, du coup. Mais des choses qui sont un peu plus régulières, parce que j'ai l'impression que ça ne se fait pas non plus au compte-gouttes, mais presque. Il y en a quelques-unes, quand même, que je vois à la fac régulièrement. Je crois que c'est à peu près toutes les semaines, mais il y a tout qui part très, très vite. Donc, moi, je ne vais pas en prendre, parce que je sais que ça va, je n'en ai pas besoin, mais quand je passe à 11 heures, il y a déjà tout qui est parti, alors que ça a commencé à 10 heures ou à 9 heures. Il y a vraiment beaucoup de gens*. » (FR 2)

Pour FR21, la fréquentation de ces distributions alimentaires a révélé l'ampleur de la précarité étudiante, dont elle n'avait pas pleinement conscience avant son entrée à l'université :

« *Je ne me rendais pas forcément compte avant d'être... à l'université, la précarité alimentaire des étudiants, c'est vraiment là, parce que je vois quand même... parfois, ils organisent des ventes, enfin, du coup, des dons de nourriture, et caetera, à autres. Donc, je vois que c'est une vraie réalité*. » (FR 21)

Il semblerait donc que le mécanisme à l'œuvre renvoie à un feedback normatif, lié à l'expérience quotidienne de l'action publique, affectant les conditions de vie, certes de quelques-uns seulement, mais construisant progressivement des normes collectives du fait de

ces connaissances interpersonnelles et expériences quotidiennes. En Suède, la logique est quelque peu différente mais confirme le mécanisme à l'œuvre. Il n'y a en effet que très peu d'étudiants dans le pays qui ne reçoivent pas d'aides de l'Etat, et nous n'en avons pas dans notre échantillon.

Les étudiants provenant de milieux plutôt aisés ont pourtant un point de vue qui se distingue des autres étudiants : si le système reste largement plébiscité, ces étudiants soulignent le fait que les aides parfois ne suffisent pas. Toutefois, loin de constituer le miroir du discours français, il s'agit ici d'une différence liée à ce que constitue une vie étudiante souhaitable, ou les besoins étudiants essentiels à couvrir. Le discours français critiquant l'insuffisance du montant des bourses se focalise surtout sur les besoins primaires, comme la nourriture et le logement. Le montant de la bourse est ainsi critiqué car elle ne permet pas de couvrir ces besoins à elle seule. En revanche, du côté des Suédois aisés, le montant du CSN est jugé insuffisant pour couvrir *tout le reste*. Ils confirment que l'aide CSN est suffisante pour se nourrir et se loger, mais pas nécessairement pour sortir, voir ses amis, faire du sport et des activités. Autrement dit, c'est bien le style de vie lié à l'origine sociale qui implique de plus grands besoins monétaires pour les étudiants au style de vie plus dispendieux, et par conséquent une plus grande insatisfaction à l'égard du montant des aides. Cela laisse penser que leur insatisfaction relève davantage d'attentes en matière de niveau de vie que d'une réelle précarité financière.

« Donc, pour toi, le CSN ne suffit pas ? *Non, en gros. Bien sûr, je peux réduire mes dépenses partout, mais j'aime trop profiter de la vie. J'aime bien manger, préparer mes propres repas. J'aime avoir de la variété dans mon quotidien. J'aime sortir. J'aime mes loisirs. J'aime faire du sport. Et tout ça, le CSN ne le couvre pas. Une fois mon loyer payé, il me reste peut-être 7 000 SEK par mois. Ça peut sembler beaucoup, mais il m'en faut environ 4 000 rien que pour manger. C'est à quel point tout coûte cher de nos jours. Du coup, il ne me reste plus que 3 000. Et là, on parle en couronnes suédoises. Et cet argent… on se dit : « oh, ça devrait suffire ». Mais bon, quand on sort, ça revient à au moins 50 euros. Tu vas boire quelques bières ? Ça coûte environ 40 euros dans ce pays. C'est cher. Donc… ouais, si tu veux avoir une vie sociale*

active, je ne pense pas… non, le CSN ne couvre pas ça. Mais si tu préfères rester chez toi, que tu ne sors pas ou que tu ne… je sais pas, que tu restes à étudier toute la journée, sans rien faire, en mangeant juste du porridge et le même plat de pâtes pendant genre 30 jours, tu t'en sortiras. Mais ce n'est pas vraiment une vie. » (SE 9)

« *Si je veux me permettre des choses courantes… si je sors boire une bière avec quelqu'un, si je vais faire la fête, si je vais manger au resto avec quelqu'un… ce genre de vie sociale qu'on a, on ne peut pas se le permettre si on n'a que le CSN de base, le prêt de base qu'on prend.* » (SE 9)

« Que penses-tu du CSN pour toi ? Est-ce que ça suffit pour vivre ? *Juste le CSN, probablement pas. Mais je travaille, donc j'ai de l'argent*. Grâce à ton ancien travail ? Ou tu travailles pendant tes études ? *Je travaille pendant mes études. Et j'aime bien dépenser mon argent, donc ça me va très bien. Je connais des gens qui sont très rigoureux avec leur argent, qui économisent et s'assurent d'établir un budget, d'avoir un plan et tout ça. Moi, je suis plutôt du genre à dépenser mon argent, puis à regarder mon compte en banque et à me dire « oh, il n'y en a plus ». J'ai mis un peu d'argent de côté, mais je ne suis pas très économe* » (SE 10)

Le sens du feedback : positif ou négatif

La deuxième question concerne le sens de l'effet feedback, qui peut renvoyer à quatre cas de figure (Tableau 2). Est-ce un effet positif, c'est-à-dire renforçant le soutien des individus à l'égard du système en place ? Auquel cas on se trouve devant deux cas de figure : ou bien il n'y a pas de demande de réforme, ou bien il ne s'agit que de demande de réforme paramétrique pour plus de générosité (augmenter les prestations). Ou bien est un effet négatif, c'est-à-dire minant le soutien à l'égard du système. Ici il peut y avoir une demande de réforme paramétrique pour moins de générosité (baisser les prestations) ou bien une demande de réforme systémique (changer de système).

Tableau 2 : Sens du feedback et demande de réforme

	Positif	Négative
Paramétrique	Augmenter le niveau des aides	Baisser le niveau des aides
Systémique	Changer de système	Statut quo

Des volontés de réformes paramétriques ou systémiques ?

Dans le cas suédois, la satisfaction élevée à l'égard des aides étudiantes semble contribuer à la reproduction du soutien envers le système existant. Étant donné que les aides constituent une composante normalisée de l'expérience étudiante et qu'elles sont globalement perçues comme suffisantes, leur légitimité est rarement remise en question. L'adhésion durable au modèle en place, nourrie par une expérience généralement positive des aides, semble ainsi témoigner d'un effet feedback positif. Cette satisfaction se manifeste notamment par un fort sentiment de gratitude à l'égard du système (voir *supra*), les étudiants soulignant fréquemment la « chance » (SE15, SE1 ou encore SE11) ou le « privilège » (SE13) de pouvoir bénéficier de telles aides. D'autant plus que les critiques éventuelles qui lui sont adressées ne visent pas à réformer le système, mais plutôt à l'étendre en augmentant les montants afin de prendre en compte l'inflation.

Ce feedback positif produit des conséquences politiques importantes : dans la mesure où le CSN est largement vécu comme un dispositif bénéfique, légitime et intégré au fonctionnement normal du système social, son existence devient difficile à remettre en question dans l'espace politique. Cela se reflète également dans les discours des jeunes, qui évoquent une très faible saillance de la question dans le débat public et partisan, et qui soulignent l'existence d'un large consensus autour du système, sans véritable clivage idéologique à son sujet.

« *D'après ce que je comprends, l'investissement réalisé en faveur des étudiants via le CSN est relativement… dans l'ensemble, tous les partis sont favorables à ce type de dispositif, car il existe un consensus selon lequel, en tant que société, il est souhaitable d'investir dans*

l'éducation des individus ainsi que dans le système de santé, et caetera. C'est en quelque sorte le modèle en vigueur en Suède actuellement. » (SE 5)

« *Je ne dirais pas qu'il y ait beaucoup de débat politique à ce sujet en ce moment. C'est-à-dire que les gens n'y pensent pas. Tout le monde… je ne crois même pas que la droite suédoise s'en soit vraiment plainte. Je ne me souviens pas que ça ait vraiment fait l'objet d'un grand débat. C'est quelque chose de tout à fait naturel. 'Bien sûr que les gens vont faire des études et gagner de l'argent'*. » (SE 17)

« *Je pense que le CSN fait partie intégrante du système scolaire suédois. La question n'est donc pas vraiment de savoir si le CSN est une bonne chose ou non, car tout le monde s'accorde à dire qu'il l'est. (...) Mais je ne pense pas que ce soit sujet à débat. On ne discute pas pour savoir si c'est une bonne chose ou non, parce que ça fait partie intégrante de tout le système*. » (SE 4)

Dans le cas français, la perception d'une insuffisance des aides existantes renvoie plutôt à un effet feedback négatif (ou thermostatique), se traduisant par une demande accrue de renforcement ou d'extension des dispositifs. En ce sens, loin de stabiliser le consensus autour du modèle existant, l'expérience des aides tend ici à produire une pression en faveur de réformes plus importantes. On trouve cependant une hésitation entre une demande de réforme paramétrique afin d'augmenter le montant des bourses, et une demande de réforme systémique appelant à un changement de système. Alors que la satisfaction suédoise se traduit par sur un fort consensus, les critiques françaises débouchent sur des points de vue différents en matière de réforme.

FR22 exprime cette insatisfaction générale à l'égard du soutien apporté par l'État aux étudiants, perçu comme insuffisant au regard de leurs besoins :

« Vous pensez que l'État fait assez pour les étudiants et les étudiantes ? *Non, je ne pense pas. Parce que j'ai l'impression, enfin, surtout, qu'ils en parlent un peu, mais qu'après, ça ne suit pas toujours*. » (FR 22)

Certains étudiants jugent la logique du système pertinente et appellent plutôt une augmentation des aides :

« *Mais enfin, le système de bourse, c'est un système important et je trouve que le système par échelon, c'est pas mal, mais elles sont insuffisantes aujourd'hui parce qu'il y a beaucoup trop d'étudiants et d'étudiantes qui ne sont pas en capacité d'avoir des conditions de vie et d'études dignes avec l'argent de la bourse seulement*. » (FR 14)

À l'opposé, FR10 plaide pour une réforme systémique fondée sur l'extension des dispositifs à l'ensemble des étudiants, en proposant notamment la mise en place d'un revenu universel étudiant :

« *Déjà, tout ce qui est le revenu pour les étudiants, le repas à un euro, l'augmentation des APL, je trouve que c'est... oui, c'est très bien. (...) Je pense que c'est vraiment essentiel de faire passer ces lois sur les aides, surtout pour les non-boursiers, parce qu'il y en a qui sont à la limite de la bourse, mais qui ne l'ont pas. Je considère que c'est un peu mon cas. (...) Mais de manière générale, en vrai, je suis pas la seule à penser qu'il y a quand même beaucoup de personnes qui ont pas la bourse et qui galèrent aussi. Mais je pense que, du coup, une mesure de revenu universel, ça serait pas mal, je pense. Pour les étudiants, au moins*. » (FR 10)

FR3 propose quant à elle plutôt une réforme allant dans le sens d'une forte personnalisation du système, avec une remise en cause des barèmes actuels au profit d'un traitement au cas par cas :

« *Déjà pour commencer, je ferais de façon à ce que le système des bourses s'applique au cas par cas. Certes, ça demande du coup plus de boulot. Et donc, je trouve plus de personnel. Mais pour moi, c'est la meilleure manière de gérer réellement ce système de bourse. Ensuite, sur l'attribution des bourses. L'histoire de l'échelon 1, 2, 3, 4. Euh... ça aussi. Euh... l'adapter. Pas mettre juste une seule loi, et après, le plus... voilà. On respecte juste ce règlement-là. Mais encore une fois... en fait, c'est que... en général, je ferais une réforme, comme vous dites, mais qui ferait du cas par cas pour chaque dossier, en fait*. » (FR 3)

La pierre de touche du repas à 1 EUR : ciblage vs universalisation

En France, la mesure du repas à 1 EUR apparaît comme un révélateur particulièrement saillant des tensions autour du ciblage des aides étudiantes et du type de réforme à mener : paramétrique pour le maintien du ciblage mais l'augmentation des montants vs systémique pour l'universalisation à tous les étudiants du dispositif (comme en Suède). Si cette mesure est unanimement perçue comme importante pour lutter contre la précarité alimentaire, elle fait néanmoins l'objet d'interprétations divergentes quant à son périmètre et aucun consensus n'a émergé des entretiens menés. D'un côté, plusieurs jeunes défendent sa généralisation à l'ensemble des étudiants, en raison de la difficulté à identifier précisément les situations de besoin et du caractère potentiellement injuste d'un ciblage trop restrictif.

« *Mais le repas à 1 EUR je pense qu'il doit être automatique. Donc ça pour tous les étudiants ce serait une mesure... je trouve que ce serait une bonne mesure*. » (FR 13)

« *Enfin, c'est important qu'on ait ça, mais je trouve qu'il n'y a pas suffisamment d'aides. Par exemple, le repas à 1 EUR, je pense qu'il devrait être pour tout le monde, mais pas que pour les boursiers.* » (FR 12)

« *Puis je me dis, je pense que ça pourrait aider beaucoup de monde, déjà. Même le fait de généraliser le repas à 1 EUR, pas que pour les boursiers, je trouve que c'est déjà quelque chose de bien. Qui pourrait permettre à beaucoup de personnes de pouvoir, du coup, manger à un euro*. » (FR 7)

FR19 et FR20 soulignent notamment que les difficultés à se nourrir ne concernent pas uniquement les étudiants boursiers, mais peuvent toucher l'ensemble du public étudiant, ce qui alimente leur soutien à une généralisation de la mesure :

« *Mais le public étudiant, de façon générale, est un public qui est... ben qui est à risque au niveau... au niveau financier. Et donc, euh... faudrait... tout le monde peut avoir, comment dire, avoir un bouleversement dans sa vie, au niveau de sa situation financière. Et donc pour moi, la nécessité de pouvoir proposer des repas à 1 EUR, équilibrés au niveau nutrition, à tout le*

monde, c'est largement possible. Voilà. Pour moi, c'est... je pense que c'est une nécessité. » (FR 19)

« *C'est pas parce qu'on est pas boursier qu'on a forcément les moyens de pouvoir payer plus cher les repas. Donc cette idée de mettre à un euro les repas pour tout le monde, je trouve que ce serait vraiment bien. Parce que bah, on sait pas en fait, chaque cas est particulier. On peut pas vraiment faire de généralité. Donc je trouve, autant essayer de donner à tout le monde et d'arranger tout le monde, plutôt que d'essayer de faire une petite généralité qui, au final, exclut pas mal de personnes*. » (FR 20)

« *Enfin, c'est important qu'on ait ça, mais je trouve qu'il n'y a pas suffisamment d'aides. Par exemple, le repas à un euro, je pense qu'il devrait être pour tout le monde, mais pas que pour les boursiers, parce que c'est vrai qu'il y a des personnes aussi qui sont... enfin, c'est loin de moi l'idée de dire que... certaines personnes ont des aides sociales qu'ils ne mériteraient pas, ou que des personnes… mais c'est surtout l'inverse. » (FR12)*

D'autres soulignent au contraire la nécessité de réserver cette mesure aux étudiants les plus précaires, afin de mieux cibler les ressources publiques et d'éviter des effets défavorables pour les étudiants qui ont le plus besoin de soutien, notamment des files d'attente plus longues dues à la hausse de la demande :

« *Par exemple, quand j'étais à Clermont-Ferrand, il y avait la restauration à un euro pour tous, pour tous les étudiants. Et en fait, ça avait créé des conflits comme pas possible. Ça avait créé une division forte entre les étudiants même. C'est-à-dire que ceux qui étaient boursiers payaient un euro et étaient contents. Mais ceux qui n'étaient pas boursiers aussi payaient un euro. Du coup, ça avait créé des files d'attente qui étaient juste un problème. J'avais des gens de ma classe qui me disaient « mais attends, moi je suis boursier, je dois payer un euro pour manger, mais en même temps, je dois attendre limite une heure pour manger parce que des gens qui ont largement les moyens d'aller ailleurs font aussi de la queue pour justement ne pas avoir à payer alors qu'ils ont les moyens d'aller manger ailleurs ». Et en fait, et en fait, ça a véhiculé une certaine injustice*. » (FR 3)

De même, FR9 exprime une forme de raisonnement redistributif, estimant qu'elle ne devrait pas bénéficier du repas à 1 EUR dès lors qu'elle n'en a pas besoin, afin de réserver les ressources publiques aux étudiants les plus en difficulté :

« *Pour ceux qui en ont besoin, ces mesures, elles sont très bien, mais, par exemple, moi, je ne vois pas pourquoi on dépenserait de l'argent pour moi pour avoir un repas à 1 EUR, alors que, clairement, je n'en ai pas besoin. Enfin, donnez l'argent à ceux qui en ont vraiment besoin. Et faites ça, oui, pour ceux qui sont vraiment dans le besoin, et faites des... des mesures plus fortes pour ceux qui en ont besoin, mais pas tout le monde*. » (FR 9)

Pour FR21, une généralisation soulèverait avant tout des enjeux budgétaires, dans la mesure où elle impliquerait un coût important pour l'État et l'argument redistributif en faveur des plus précaires permet ainsi de limiter les dépenses publiques :

« *En soi, de le généraliser, je ne sais pas, parce que je me dis qu'en fait, ça pèserait beaucoup sur l'État, même sur les impôts de tout le monde, en fait, que chaque étudiant paie un euro pour son repas. Après, le principe, il est bien pour les étudiants boursiers. Il me semble que c'est que les étudiants boursiers qui ont accès. Je trouve que c'est bien… (...) Après, le généraliser à tout, je ne sais pas trop. Je sais que moi, dans le lycée, avant le repas, enfin, le prix du repas était calculé en fonction du quotient familial. Du premier départ. Je trouvais ça pas mal*. » (FR 21)

Il est intéressant de noter ici que les étudiants provenant de milieux modestes sont plutôt en faveur du maintien du ciblage du dispositif, alors que les autres étudiants, de classes moyennes ou aisées, appellent à la généralisation du dispositif.

La portée du feedback : la construction du rapport à l'Etat social

Les politiques publiques peuvent avoir un effet « interne » sur leur propre soutien : il s'agit ici de l'effet sur le soutien à l'égard du système d'aides aux étudiants. Mais elles peuvent aussi avoir un effet « externe », en structurant un rapport plus général à l'État et à l'action publique.

En l'occurrence, les aides aux étudiants constituent une des premières rencontres de ces jeunes avec l'Etat social et sont donc cruciales dans la façon dont se construit leur rapport à celui-ci.

Conceptions de la justice sociale et formation des préférences sociales

D'abord, les aides publiques sont porteuses de certaines conceptions de la justice sociale qui, par extension, structurent les préférences sociales, c'est-à-dire la demande d'Etat social chez les étudiants. Parmi les jeunes suédois, on observe classiquement un fort soutien en faveur des dispositifs d'aides universels, soutenu par une conception de la justice sociale autour de la notion d' « égalité ». Pour beaucoup, l'égalité de traitement constitue un principe fondamental permettant de garantir à tous les étudiants un point de départ commun, de favoriser l'égalité des chances et d'assurer des conditions de vie relativement similaires durant les études. Cette conception repose sur l'idée que chaque étudiant doit pouvoir bénéficier des mêmes droits et du même soutien, indépendamment de son origine sociale ou de sa situation économique. Dès lors, le système d'aide universelle n'est généralement pas remis en question ; au contraire il est largement perçu comme juste et légitime :

« *Je pense qu'il est plus juste de maintenir l'égalité, afin que tout le monde reçoive la même chose. Ainsi, tout le monde bénéficie également d'un même niveau intermédiaire et des mêmes standards*. » (SE 13)

À l'inverse, les dispositifs ciblés, réservés à certains groupes d'étudiants, peuvent être considérés comme moins légitimes, voire injustes, puisqu'ils rompent avec le principe d'égalité de traitement qui est fortement valorisé dans le contexte suédois. Cette critique est particulièrement visible dans le discours de SE9 à propos du système français :

« Que penses-tu [du système français]? (…) *C'est injuste parce que ça ne traite pas tout le monde de la même manière. Ce n'est pas… ça généralise. "Bon, tu es pauvre, donc tu dois te débrouiller avec ça", au lieu de mettre les gens sur un pied d'égalité dans leurs études, pour que tout le monde gagne pareil et que nous puissions nous identifier les uns aux autres. (...) On gagne tous pareil et on est censés vivre avec le CSN. (…) On est en quelque sorte égaux, et je pense que cette égalité se perd si on part du principe « bon, mes parents gagnent tant…*

d'accord, mais je ne gagne que ça parce que je n'ai aucun revenu sur lequel compter ». Quand [deux personnes] se rencontrent dans un contexte social, ça ne va pas être égal, parce que certains parents gagnent énormément d'argent. » (SE 9)

Ce fort attachement au principe d'universalité peut être interprété comme une manifestation supplémentaire de l'effet feedback positif. Dans la mesure où les étudiants suédois font majoritairement l'expérience d'un système qu'ils jugent satisfaisant, ils tendent également à considérer les principes sur lesquels il repose comme les plus justes. L'égalité de traitement apparaît ainsi non seulement comme une norme abstraite de justice sociale, mais aussi comme une conception façonnée et renforcée par l'expérience quotidienne du dispositif. Autrement dit, le soutien au système existant s'accompagne d'une adhésion aux valeurs qui le sous-tendent, contribuant à consolider sa légitimité et à rendre moins envisageables des alternatives fondées sur un ciblage des aides.

Du côté des étudiants français, les opinions sont là aussi partagées quant au principe qui doit innerver le système d'aide, entre dispositifs ciblés et prestations universelles. Les partisans d'une approche ciblée estiment que celle-ci permet de mieux répondre aux besoins réels des étudiants et apparaît ainsi plus conforme à un principe d'équité, en allouant davantage de ressources aux personnes les plus en difficulté. Selon cette perspective, une aide universelle pourrait apparaître comme inefficace, voire injuste, dans la mesure où certains étudiants disposent déjà de ressources familiales importantes, ce qui risquerait de reproduire, voire de renforcer, les inégalités existantes. Ici, la familialisation est le miroir du principe d'équité permettant la redistribution vers les plus modestes, autrement dit : donner plus à ceux qui ont moins.

« *Mais là, du coup, là, il y aurait le problème dans l'autre sens. Il y a des gens qui recevraient de l'argent alors que, vraiment, ils n'en ont rien à faire, mais ça ne leur servira vraiment à rien. Il y a des gens qui ont deux parents qui sont médecins, qui font... je ne sais pas, 15 000, 20 000 euros par mois avec les deux parents. Ils n'ont pas besoin de... ils n'ont pas besoin de ces 300 euros par mois. Leurs parents payent l'appartement sans problème*. » (FR 13)

« *Tu ne peux pas généraliser une mesure à tous les étudiants ou tous les moins de 30 ans, enfin, c'est quand même une population hyper... enfin, avec différentes caractéristiques sociales. Alors que... et pour ceux qui en ont besoin, ces mesures, elles sont très bien, mais, par exemple, moi, je ne vois pas pourquoi on dépenserait de l'argent pour moi pour avoir un repas à 1 EUR, alors que, clairement, je n'en ai pas besoin. Enfin, donnez l'argent à ceux qui en ont vraiment besoin. Et faites ça, oui, pour ceux qui sont vraiment dans le besoin, et faites des mesures plus fortes pour ceux qui en ont besoin, mais pas tout le monde*. » (FR 9)

Ici aussi, on retrouve un soutien à l'égard du ciblage, et donc du principe d'équité, plus prononcé chez les étudiants provenant de milieux populaires :

« Et du coup, vous seriez pas favorable vous, par exemple, à une aide de l'Etat, mais pour tous les étudiants, sans... *J'en avais parlé en cours et j'avais dit non. Parce qu'en fait, c'est aussi pour ça que je parle de cas par cas. Moi, d'abord, je donnerais la priorité du coup, parce qu'en fait, pour pouvoir faire ça... même en faisant ça, ça crée... comment dire ça... ça appuierait encore plus sur les différentes inégalités qui existent entre les étudiants actuels, c'est à dire qu'il y a des étudiants qui ont des parents qui ont largement les moyens et qui les aident beaucoup. Les gens... si ces revenus étaient... on va dire qu'on donne 1 000 euros net à tous les étudiants. Quelle que soit leur classe sociale d'appartenance ou autre. Mais en fait, ça créerait encore des inégalités. Celui qui n'a rien du tout et qui n'a aucune aide, qui se devait d'aller travailler, aurait 1 000 euros. Mais celui qui est déjà aidé et qui vit déjà dans un certain confort recevrait aussi 1 000 euros. Et pour moi, c'est juste pas juste. Je sais que pour l'avoir vécu, je me mets à leur place, je me dirais « mais en fait, on est en train de se moquer de moi ». Moi, enfant de classe populaire, on me met sur le même niveau que celui qui est de la classe supérieure*. » (FR 3)

À l'inverse, les défenseurs d'un système universel mettent en avant le principe d'égalité. Selon ce principe, une aide universelle garantit un traitement égalitaire de tous les étudiants et contribue à réduire les erreurs d'exclusion, notamment pour les étudiants dont les ressources dépassent de peu les seuils d'éligibilité des dispositifs existants, mais qui rencontrent néanmoins des difficultés financières. Cette approche permettrait ainsi de limiter les injustices

liées à une catégorisation trop rigide des bénéficiaires et d'assurer une couverture plus inclusive de la population étudiante.

« *La bourse, elle est bien sympa, mais ce n'est pas suffisant, je trouve, déjà. Tu vois, c'est la galère tout le temps. Enfin, s'il était juste, je ne pense pas qu'il y aurait autant d'étudiants rien qu'aux distributions alimentaires*. » (FR 5)

« *Je pense que le revenu universel, c'est la meilleure des choses. (...) Donc, sinon, ouais, par rapport au revenu universel, je pense que ça peut être le meilleur des choix, parce que ça mettrait à peu près tout le monde au même niveau. Même si, bon, après, ça va dépendre aussi de ton origine sociale. Mais ça permettrait aussi, justement, de pouvoir avoir à peu près tous les mêmes chances. Les mêmes chances, je dis, genre pour se nourrir, pour payer son loyer, mais aussi pour pouvoir, justement, avoir un tout petit peu plus pour sortir, faire des choses culturelles. En fait, pour moi, c'est un réel investissement pour la France*. » (FR 8)

« *Donc je trouve, autant essayer de donner à tout le monde et d'arranger tout le monde, plutôt que d'essayer de faire une petite généralité qui, au final, exclut pas mal de personnes*. » (FR 20)

« *Moi, de toute façon, toutes les mesures, parce qu'il y a des gens qui disent « ouais, mais ça va bénéficier aussi aux personnes qui n'ont pas besoin et caetera, comme les APL. » Mais au contraire, je pense que c'est bien de donner des aides à tout le monde comme ça. De toute façon, si c'est financé par les impôts, il y a un système de redistribution dans tous les cas, même si on peut critiquer la façon dont les impôts sont prélevés. Je pense que c'est bien, même si ça bénéficie aux gens qui en ont soi-disant pas besoin. C'est important*. » (FR 12)

« *C'est-à-dire que, en fait, tu mets le statut d'étudiant avant le statut de la personne qui est derrière et je trouve ça beaucoup plus pertinent de faire ça et ça diminuerait énormément les inégalités, en fait. C'est que... ouais, c'est sûr qu'il y en aurait peut-être qui seraient peut-être plus avantagés, mais je pense que les moins avantagés, du coup, ils deviendraient aussi plus avantagés et que, ben, forcément, ça fait diminuer tous ces écarts-là*. » (FR 16)

FR12 met également en avant l'argument de la simplicité administrative, estimant qu'un dispositif universel pourrait réduire les coûts de gestion en évitant des procédures de vérification complexes liées au ciblage :

« *Je me dis même qu'administrativement, ça peut être plus simple de juste donner la même chose à tout le monde sans faire énormément de contrôles. Donc, peut-être que ce serait plus logique aussi d'un point de vue économique*. » (FR 12)

Rapport à l'Etat social et confiance

Les entretiens mettent en évidence une perception globalement positive du rôle de l'État dans le financement des études en Suède, étroitement liée à une forte confiance dans l'action publique. Les jeunes soulignent l'importance de l'investissement public dans l'éducation, perçu comme un moyen de soutenir non seulement le système éducatif, mais aussi les trajectoires individuelles, en permettant à chacun de construire son projet de vie et de réaliser ses aspirations.

« *Je trouve aussi très bien que l'État choisisse d'investir autant d'argent dans les études et l'avenir du pays. Mais ce n'est bien sûr que mon opinion personnelle : je pense qu'il faut consacrer des fonds à cela. Je pense que cela donne aux gens la possibilité de faire ce qu'ils veulent de leur vie, dans une plus large mesure que si nous ne disposions pas de l'argent de l'État. Et c'est vraiment important pour moi, je pense. Que les gens puissent, d'une certaine manière, réaliser leurs rêves. Et je pense que si l'État est en mesure d'y contribuer, c'est vraiment une bonne chose*. » (SE 5)

« *Bien sûr, on peut comparer avec d'autres pays… par exemple la France, qui ne dispose pas d'un système comme celui-ci, ce qui laisse penser que l'État suédois accorde vraiment la priorité aux étudiants à certains égards*. » (SE 8)

Le dispositif d'aide est notamment valorisé pour sa capacité à réduire les barrières liées à l'origine sociale, en rendant l'accès à l'enseignement supérieur moins dépendant du milieu familial.

« *En Suède, on a vraiment de la chance d'avoir ce système : on peut faire des études sans pour autant venir d'une famille aisée. Si on compare avec la France, ou pire encore, avec les États-Unis, les parents doivent vraiment mettre de l'argent de côté pour que leurs enfants puissent étudier. Mais ici, ce n'est pas comme ça*. » (SE 1)

« *Ce que j'apprécie chez CSN, ou ce qui me plaît dans ce concept, c'est qu'on peut étudier en Suède, quel que soit son milieu social. Je pense que beaucoup de gens sont d'accord là-dessus. Aller à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur n'est plus vraiment une question de classe sociale*. » (SE 15)

Contrairement au cas suédois, les jeunes français expriment davantage une forme de défiance envers l'État, en estimant que celui-ci n'en fait pas assez pour les étudiants. Beaucoup considèrent en effet que les politiques publiques sont insuffisantes et ne répondent pas réellement aux besoins du public étudiant.

« *Je reviens sur l'exemple de la Norvège, mais je pense que l'État français ne comprend pas que les étudiants, c'est l'avenir. Il faudrait, à un moment donné, voir sur le long terme, arrêter de tout faire dans l'immédiateté, dans le court terme, juste pour les médias, en fait. Et je pense que c'est trop comme ça, aujourd'hui. Au lieu d'investir dans les étudiants, pour ensuite faire marcher le pays et générer des retombées, des fonds, et caetera. Mais ouais, non, ils en font pas assez. Il y a trop de problématiques*. » (FR 16)

« Vous pensez que l'État fait assez pour les étudiants et les étudiantes ? *Non, je ne pense pas. Parce que j'ai l'impression, enfin, surtout, qu'ils en parlent un peu, mais qu'après, ça ne suit pas toujours*. Ouais. Et est-ce que vous pensez qu'ils pourraient faire mieux *? Eh bien, sûrement, oui. Après, c'est toujours compliqué de réussir à faire passer les mesures, et caetera. Mais... mais je pense que oui*. » (FR 22)

« *Mais, bah oui, je pense que [le NFP] c'est les seuls, on va dire, qui ont vraiment pris... qui ont pris des mesures. Des mesures pour les étudiants. Même si, encore une fois, ça reste assez... minime, quoi. Donc, je trouve que même les mesures du NFP, elles pourraient être encore plus... même si, on va dire, c'est le meilleur, entre guillemets. D'après, bah, du coup, quand on*

compare avec les autres. Mais qu'ils pourraient encore faire mieux. Ils pourraient faire encore plus de mesures, ouais. » (FR 7)

Dans un contexte plus large, le système éducatif est quelquefois même perçu comme contribuant à la reproduction des inégalités sociales :

« *Enfin, oui, je sens que [l'aide publique aux étudiants] est juste très grossièrement insuffisante mais qu'en même temps, c'est assez logique dans le sens où la France est un pays qui est très inégalitaire, qui a un système éducatif au sens large, pas uniquement primaire, secondaire - études supérieures aussi - qui favorise une reproduction sociale assez intense*. » (FR 1)

La critique à l'égard des bourses se prolonge ainsi souvent naturellement dans une critique plus large de l'Etat, débordant sur d'autres actions de l'Etat, comme la recherche également :

« Est-ce que tu trouves que l'État en fait assez pour aider les étudiants à l'heure actuelle *? Non du coup. Il n'en fait pas assez oui. Il n'en fait pas assez pour la recherche en général en fait. Genre… bah ça c'est une contradiction que... enfin je trouve que l'État, il y a une grosse contradiction. Le fait de vouloir qu'on soit compétitif de fou au niveau de la recherche et tout et les étudiants on les laisse crever de faim et la recherche pareil, enfin les doctorants pareil.* » (FR 6)

Dans la continuité de cette perception critique de l'action de l'État, les entretiens révèlent un rapport globalement sceptique des jeunes français à la mise en œuvre effective des politiques en faveur des étudiants. Même lorsque certaines mesures sont jugées souhaitables sur le principe, leur réalisation apparaît souvent incertaine, en raison de doutes sur la volonté politique réelle et les contraintes budgétaires.

« *Parce que, ouais, moi le principe je suis d'accord hein, aider les plus pauvres c'est bien normal, mais où trouver l'argent, c'est compliqué. Déjà que même sans aider personne j'ai l'impression qu'on n'a jamais assez d'argent pour financer rien en fait, donc là je comprends pas trop comment ils auraient financé sans changer... que ce soit les impôts ou le prendre sur autre chose en fait, ailleurs. Et que ce soit viable, parce que c'est bien beau de nous dire ça*

sur le court terme mais moi dans l'application j'ai hâte de voir ce que ça donne quoi, enfin j'ai pas hâte du coup mais… (...) Après je dis pas que c'est pas possible parce qu'on sait que l'argent est distribué n'importe comment et gâché, et utilisé n'importe comment, donc je suis d'accord que mieux utiliser l'argent déjà qu'on a, ça peut être utile dans ça. Mais ça ne suffira pas pour financer tout le monde, toutes les bourses. » (FR 9)

« Et est-ce que tu penses que… comme [le revenu étudiant universel] c'est justement un truc que le NFP mettait un peu en avant, ou LFI à l'époque des présidentielles, dans ses programmes. Est-ce que tu penses que s'il parvenait au pouvoir, est-ce qu'il le ferait? *Ah non je ne pense pas qu'il le ferait. (...) Bah ce n'est pas possible. (...)Ah je pense qu'il y aurait la volonté au départ. Alors peut-être que ça sera même mis en place pendant quelques mois, quelques années et après on se rendra compte que ça coûte trop cher. Et qu'on coupera parce que c'est la première chose qu'on ne coupe à chaque fois*. » (FR 6)

Ce scepticisme s'accompagne d'une faible confiance dans la capacité des acteurs politiques à tenir leurs engagements, les programmes étant fréquemment perçus comme difficilement applicables ou relevant davantage de promesses électorales. Mais cette insatisfaction débouche potentiellement sur une politisation plus prononcée car les étudiants interrogés font rapidement le lien avec la politique partisane :

« *Je regarde, parce que je trouve [les politiques pour les étudiants] quand même importantes. Mais d'un coup, la plupart du temps, j'ai l'impression que c'est des choses qui vont pas se faire, donc je peux pas le prendre en compte. Par exemple, quand justement La France Insoumise a parlé du fait de donner un salaire à tous les étudiants, j'étais là, j'étais : oui, ça c'est cool, c'est hyper bien. Mais est-ce que ça va vraiment pouvoir se faire? Et vu que je me dis que ça va peut-être pas pouvoir se faire, justement, bah ça sert à rien de le prendre en compte dans ma décision de vote. Et pareil pour les impôts pour les moins de 30 ans, c'était Bardella je crois? Même là, j'ai l'impression que ce sera pas quelque chose qui pourrait être appliqué*. » (FR 20)

« Et est-ce que tu penses que s'ils avaient pu accéder au pouvoir, est-ce qu'ils auraient mis ces différentes mesures... *Je l'espère. Je n'y crois jamais à fond. Voilà, mais oui, j'espère*. Pourquoi tu n'y crois jamais à fond ? *Parce que j'ai tendance à me dire qu'il ne faut glorifier personne et que ça reste des partis qui sont gouvernés par des ambitions politiques. Et il y en a certaines qui sont plus nobles que les autres, mais ça reste des ambitions politiques*. » (FR 4)

« Est-ce que t'as confiance en le fait qu'ils auraient vraiment souhaité le mettre en place ? Alors, réussir à le faire, c'est autre chose, mais au moins qu'ils auraient eu vraiment la volonté d'appliquer leur programme, quoi. *Oui, parce qu'on se dit, bon, il faut ça pour attirer les votes, quoi. Franchement, pour moi, c'est tous des menteurs. Mais, bah, j'espère. Enfin, vraiment, je me dis, quand même, enfin... j'espère vraiment, même si, généralement, plein de politiques disent oui, on va faire ça, on va faire ça, mais ils font jamais les choses vraiment. Enfin, c'est vraiment... ils respectent pas vraiment le programme et tout. Mais, bon, j'espérais*. » (FR 1)

« Vous ne pensez pas que l'État pourrait, ou pourrait dans le futur, mettre en place des réformes *? Il pourrait, dans le futur. Mais sous quelle présidence ? À l'heure actuelle, il y a, je crois, un milliard d'euros qui ont été coupés au budget d'enseignement supérieur. Il y a des politiques d'austérité et de coupes budgétaires de manière très large depuis, je crois, une quarantaine d'années, avec le tournant libéral.* Vous ne pensez pas que ça changerait si c'était un autre parti au gouvernement ? *Peut-être. Mais ça fait pas tout. Il y a le problème de l'Assemblée nationale. Il y a le problème du Sénat. C'est-à-dire que si le Sénat... enfin les deux chambres se sont plutôt prononcées ces dernières années plutôt en faveur de politiques d'austérité, de réduction du budget, quand c'est pas passé en 49.3 évidemment*. Et si elles étaient tenues par un parti qui serait pas en faveur de ces mesures d'austérité ? Vous pensez que ça pourrait évoluer ou pas ? *Peut-être. Pas une grande conviction. Je suis pas convaincu par la logique réformiste des seules partis qui pourraient de manière réaliste avoir... avoir la présidence. Clairement, pour moi, le Parti socialiste, le Parti communiste et Europe Écologie Les Verts ont pas montré un très fort engagement en ce sens-là. Et ont généralement eu tendance, en tout cas pour le PS, à systématiquement se compromettre avec des intérêts de droite*. » (FR 1)

Les prêts étudiants : symbole de la confiance dans l'Etat suédois

La confiance suédoise en l'État se manifeste de manière particulièrement claire à travers le rapport aux prêts étudiants. Alors qu'en France, le prêt n'est pas une modalité admise de financement des études (1% des étudiants en ont recours), ceux-ci sont largement perçus comme sûrs et peu anxiogènes, en raison de leurs conditions de remboursement jugées favorables, notamment les faibles taux d'intérêt et la possibilité d'étalement ou de report des paiements en cas de difficultés. Cette confiance repose sur l'idée que l'État suédois offre un filet de sécurité solide, permettant aux étudiants d'envisager l'endettement comme un engagement maîtrisé plutôt qu'un risque. C'est donc un non-enjeu pour les étudiants qui n'y « pensent » même pas.

« *Je n'y pense pas vraiment car en Suède, c'est très courant de contracter un prêt à hauteur maximale et de devoir le rembourser toute sa vie. C'est tout à fait normalisé. Du coup, je n'y pense pas vraiment*. » (SE 2)

« *Je ne pense pas… ce n'était pas vraiment un choix pour moi, car en Suède, du moins, c'est quelque chose de très courant. Mes parents l'ont fait aussi. Donc, je n'y ai pas vraiment réfléchi. Ça ne me pèse pas, je dirais, parce qu'il y a tellement de gens qui l'ont fait. Il y a tellement de gens qui s'y sont mis et tout le monde dit que ça en vaut la peine*. » (SE 3)

« *Ouais, ça va prendre quelques années pour rembourser. Je crois que mes parents ont fini de rembourser leurs prêts vers 50 ans… ou 45 ans. Mais le taux d'intérêt est plutôt bas si on le compare aux prêts qu'on peut contracter dans les banques et tout ça. C'est donc utile. Et je trouve que c'est un bon système : on reçoit l'argent tant qu'on le peut. On ne peut pas le gagner soi-même et ensuite on le rembourse. Je trouve ça bien*. » (SE 7)

« *Je n'ai pas du tout peur des prêts. Je les apprécie beaucoup, et je sais que j'ai, disons, toute ma vie pour les rembourser, et les intérêts sont vraiment minimes. Donc je n'ai vraiment aucune crainte*. » (SE 16)

« *Ouais, ça va prendre quelques années pour rembourser. Je crois que mes parents ont fini de rembourser leurs prêts vers 50 ans… ou 45 ans. Mais le taux d'intérêt est plutôt bas si on le compare aux prêts qu'on peut contracter dans les banques et tout ça. C'est donc utile. Et je trouve que c'est un bon système : on reçoit l'argent tant qu'on le peut. On ne peut pas le gagner soi-même et ensuite on le rembourse. Je trouve ça bien*. » (SE 7)

« *Je pense que, dans l'ensemble, dans le pays, le niveau de confiance envers le gouvernement est très élevé. Et envers les instances gouvernementales, en quelque sorte. Je veux dire, je leur fais plus confiance qu'à une banque classique, car j'ai l'impression qu'elles sont peut-être moins soumises à des intérêts privés ou à d'autres volontés*. » (SE 12)

SE12 et SE16 illustre de manière particulièrement nette cette confiance dans l'État, allant jusqu'à supposer l'existence de possibilité de report ou de suspension de remboursement du prêt, sans pour autant en connaître précisément les modalités. En effet, SE16 indique notamment qu'il serait surpris si de tels dispositifs n'existaient pas, tant leur existence lui semble tenue pour acquise dans le cadre du modèle social suédois :

« *Mais je pense que les gens font tellement confiance à CSN parce que ça vient du gouvernement, contrairement aux banques privées. On n'a pas besoin de se demander : « est-ce que c'est une bonne banque pour obtenir un prêt, ou y en a-t-il une meilleure ? » Parce que, tu sais, ils l'ont conçue pour nous et je pense qu'on… je veux dire, je pars du principe que tout le monde fait ça, donc ça ira. Et je pense que [le gouvernement] t'aide à mettre en place un plan pour s'assurer que tu paies un montant raisonnable*. » (SE 12)

« *Je veux dire, pour moi, dans ma tête, ça n'aurait pas de sens s'il n'y en avait pas, parce que la Suède est tellement… l'État est tellement généreux, tu vois. Je ne peux pas, tu vois… le filet de sécurité sociale… il est présent dans presque tous les aspects de la vie. Donc j'ai l'impression que… enfin, j'ai rarement… je ne ressens pas vraiment d'anxiété ou quoi que ce soit à ce sujet. Donc si vous… si vous me disiez qu'il n'y a pas de possibilité de reporter ça… c'est une hypothèse que j'ai, que je vais pouvoir m'en sortir quoi qu'il arrive. Et si vous me*

disiez que ce n'est pas le cas, alors je serais vraiment surpris et déçu aussi. Mais je pense qu'il y en a une. » (SE 16)

Conclusion

Cette recherche met en évidence le rôle structurant des systèmes d'aides aux étudiants dans la construction des conditions de vie, mais également dans la formation du rapport à l'État et aux politiques publiques au cours de la jeunesse. La comparaison entre la France et la Suède montre que les différences institutionnelles entre un modèle largement familialisé et un modèle individualisé ne se traduisent pas uniquement par des écarts de niveau de soutien financier ; elles produisent des expériences sociales distinctes de l'autonomie, de la dépendance et de la citoyenneté sociale. Les étudiants français décrivent un système souvent perçu comme insuffisant, complexe et inégalement accessible, dans lequel les aides demeurent largement conditionnées au soutien parental. À l'inverse, les étudiants suédois considèrent les dispositifs publics comme un fondement de leur autonomie, favorisant une entrée dans l'âge adulte davantage détachée des ressources familiales.

Ces résultats confortent l'hypothèse d'un effet de *policy feedback* dépassant les seules conséquences matérielles des aides étudiantes. Ils suggèrent que les dispositifs étudiés contribuent à façonner des normes et des attentes vis-à-vis de l'action publique, confirmant la pertinence du mécanisme de *feedback normatif*. Plus encore que le bénéfice individuel d'une prestation, c'est l'expérience quotidienne d'un système d'aides cohérent et individualisé ou, au contraire, fragmenté car familialisé qui semble influencer les représentations de la justice sociale, de la redistribution et de la confiance envers l'État. Ainsi, les étudiants français expriment des attentes fortes de réforme et une critique récurrente des critères d'attribution, tandis que les étudiants suédois manifestent un niveau élevé de confiance envers des institutions perçues comme garantissant effectivement leur autonomie.

Ces résultats invitent enfin à considérer les politiques d'enseignement supérieur, en l'occurrence les aides aux étudiants, comme un moment central de leur socialisation politique. Les premières interactions avec l'État social ne façonnent pas uniquement les trajectoires

éducatives ou les conditions matérielles d'existence ; elles participent également à la construction durable du rapport aux institutions et aux principes de justice sociale. Dans cette perspective, les choix institutionnels en matière d'aides aux étudiants apparaissent comme des enjeux qui dépassent la seule politique d'enseignement supérieur. Ils interrogent plus largement la construction de la citoyenneté politique des individus qui se joue lors de ces années de jeunesse.

Références

BELAND D., 2010, « Reconsidering Policy Feedback: How Policies Affect Politics », *Administration & Society*, *42*, 5, p. 568-590.

BÉLAND D., CAMPBELL A.L., WEAVER R.K., 2022, *Policy Feedback: How Policies Shape Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

CHARLES N., 2015, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe*, Paris, La Documentation française.

CHEVALIER T., 2016, « Varieties of youth welfare citizenship. Towards a two-dimension typology », *Journal of European Social Policy*, 26, p. 3-19.

CHEVALIER T., 2018, *La jeunesse dans tous ses Etats*, Paris, PUF.

CHEVALIER T., 2019, « La confiance institutionnelle des jeunes en Europe: Quel effet de l'action publique ? », *Revue française de sociologie*, *60*, 1, p. 1342.

CHEVALIER T., 2023a, « Can the welfare state reduce youth poverty? The determinants of material deprivation and subjective poverty among young people in Europe », *Journal of European Social Policy*, *33*, 3, p. 285-300.

CHEVALIER T., 2023b, « La précarité ressentie des étudiants », dans BEIGHITH F., COUTO M.-P., REY O. (dirs.), *Etre étudiant avant et pendant la crise sanitaire*, Paris, La Documentation française.

CHEVALIER T., 2023c, « Comment faire des typologies en politique comparée ? », *Revue internationale de politique comparée*, *29*, 4, p. 105-133.

EVANS, P.B., RUESCHEMEYER, D., SKOCPOL, T. (dirs.), 1985, *Bringing the State Back in*, Cambridge, Cambridge University Press.

GARRITZMANN J.L., 2015, « Attitudes towards student support: How positive feedback-effects prevent change in the Four Worlds of Student Finance », *Journal of European Social Policy*, *25*, 2, p. 139-158.

HALL P.A., TAYLOR R.C.R., 1997, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, *47*, 3, p. 469-496.

JACOBS A.M., WEAVER R.K., 2015, « When Policies Undo Themselves: Self-Undermining Feedback as a Source of Policy Change: Self-Undermining Feedback », *Governance*, *28*, 4, p. 441-457.

KUMLIN S., 2004, *The personal and the political. How personal welfare state experiences affect political trust and ideology*, Palgrave Macmillan.

KUMLIN, S., STADEMANN-STEFFEN, I. (dirs.), 2014, *How welfare states shape the democratic public. Policy feedback, participation, voting, and attitudes*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing.

METTLER S., 2002, « Bringing the state back in to civic engagement: Policy feedback effects of the GI Bill for World War II veterans », *American Political Science Review*, *96*, 02, p. 351-365.

METTLER S., SOSS J., 2004, « The Consequences of Public Policy for Democratic Citizenship: Bridging Policy Studies and Mass Politics », *Perspectives on Politics*, *2*, 1, p. 55-73.

MUXEL A., 1991, « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans PERCHERON A., RÉMOND R. (dirs.), *Age et politique*, Paris, Economica.

MUXEL A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.

MUXEL A., 2010, *Avoir 20 ans en politique : Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil.

MUXEL A., 2018, *Politiquement jeune*, Paris, Editions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès.

PIERSON P., 2004, *Politics in time: history, institutions, and social analysis*, Princeton Univ Pr.

PIERSON P., 1993, « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change », *World Politics*, *45*, 04, p. 595-628.

PIERSON P., 1994, *Dismantling the Welfare State?: Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press.

PIERSON P., 2000, « Increasing returns, path dependence, and the study of politics », *American political science review*, *94*, 2, p. 251-267.

SEAWRIGHT J., GERRING J., 2008, « Case Selection Techniques in Case Study Research: A Menu of Qualitative and Quantitative Options », *Political Research Quarterly*, *61*, 2, p. 294-308.

SKOCPOL T., 1995, *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in United States*, Harvard, Harvard University Press.

SOSS J., 1999, « Lessons of Welfare: Policy Design, Political Learning, and Political Action », *American Political Science Review*, *93*, 02, p. 363-380.

TIBERJ V., 2017, *Les citoyens qui viennent : Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF.